



ROITS DES FEMMES JUSTICE ÉCONOM
NNETÉ MONDIALE DIGNITÉ CHANGEM
OLTE DROITS DES FEMMES VIE ÉDUCA
NEMENT EAU **FACE À LA** CITOYENNETÉ
ITÉ ÉQUITÉ **PAUVRETE ET** DROITS DES
MONDIALE **L'INJUSTICE,** VIE COMME
NT ÉDUCATION **AGIS** EAU ACTION HU
OITS DES FEMMES BON GOUVERNEM
ITÉ ÉQUITÉ DROITS DES FEMMES JUS
ERNEMENT EAU CITOYENNETÉ MOND
NETÉ MONDIALE DIGNITÉ CHANGEM
OMMERCE ÉQUITABLE RÉCOLTE VIE B
S BON GOUVERNEMENT ÉDUCATIO
ACTION ACTION HUMA VIRE V
DROITS DES FEMMES COM



À **Intermón Oxfam**, nous sommes des personnes qui luttons avec et pour les populations défavorisées, faisant partie d'un large mouvement global et ayant comme objectif d'éradiquer l'injustice et la pauvreté, ainsi que de permettre à tous les êtres humains d'exercer pleinement leurs droits et de mener une vie digne.



TABLE DES MATIÈRES

3	LETTRE DE LA DIRECTRICE	16	CITOYENNETÉ ET GOUVERNABILITÉ	28	AMÉRIQUE
4	UN TRAVAIL INTÉGRAL			34	ASIE
6	RÉSULTATS, PROGRÈS ET APPRENTISSAGES	18	DES PERSONNES COMME TOI, DES PERSONNES QUI RÉAGISSENT	36	RAPPORT FINANCIER
8	JUSTICE ÉCONOMIQUE	20	OÙ TRAVAILLONS-NOUS	40	ENTREPRISES ET ENTITÉS PRIVÉES PARTENAIRES
10	SERVICES SOCIAUX DE BASE	22	INDICATEURS SOCIO-ÉCONOMIQUES	42	CO-FINANCIERS PUBLICS
12	ACTION HUMANITAIRE	23	AFRIQUE	43	OÙ PEUX-TU NOUS TROUVER
14	DROITS DES FEMMES				

RAPPORT ANNUEL 2008-2009

Responsable : María Sánchez-Contador
Coordinatrice : Esther Martínez
Éditrice : Paca Tomás
Rédaction et images : Laura Hurtado, Marcela Ospina et Pablo Tosco.
Collaborateurs : André Pessoa et Helena Talón.
Traduction : Murielle Goossens et Inès Ouagadougou

Conception et mise en page : besada+cukar
Production : Ferran Nieto
Impression : Jiménez Godoy, SA
Dépôt légal : B-23121/96



Publication imprimée
à 100% sur du papier
recyclé.

Un nouveau bonheur pour tous est possible

Chères amies, chers amis,

Inutile de préciser qu'**Haïti** nous a bouleversé et a occupé nos esprits au cours de ces dernières semaines. Pour vous donner une idée, **cette situation constitue l'urgence la plus grave à laquelle nous ayons fait face sur les 50 ans de notre existence**. Ne soyons pas dupes : si le drame d'Haïti a été provoqué par un tremblement de terre, il résulte également de la pauvreté extrême, de l'instabilité politique, du manque d'infrastructures et de l'indifférence dont a fait preuve la communauté internationale envers le pays le plus pauvre d'Amérique jusqu'à aujourd'hui. **Nous sommes présents en Haïti depuis 1994, de même que dans bon nombre d'autres pays du Sud, travaillant pour réduire la vulnérabilité des personnes les plus démunies**, qu'elles se trouvent en pleine ligne de mire ou loin des caméras des journalistes.

Nous ne pouvons en aucune manière ignorer le contexte de crise économique et financière que nous vivons. Dès lors, le résumé des activités de l'exercice 2008-2009, que nous allons vous présenter, laisse un goût quelque peu amer. **Nous estimons que la crise implique un double défi** : à l'heure où les pays du Sud dans lesquels nous travaillons attendent plus que jamais notre soutien, la possibilité de rassembler les fonds nécessaires est de plus en plus incertaine.

La crise a **touché les personnes les plus pauvres et les plus vulnérables, mais elle nous a aussi affecté au niveau de notre organisation**. Par rapport à l'exercice précédent, nous avons accusé une baisse des rentrées de 9% due, en grande partie, à la réduction conjoncturelle des fonds pro-



© Pablo Tosco / ID

venant des entreprises et des fondations. Cette situation nous a fait réagir et adopter des mesures nous permettant de maintenir nos engagements et la qualité de notre travail. Ainsi, en plus d'accroître notre exigence en matière de modération et de réduction de nos frais, nous avons dû amortir sept postes de travail et focaliser nos efforts et réviser notre cadre d'action géographique.

Je voudrais souligner le soutien continu apporté par nos membres et donateurs. Même dans des moments tels que celui-ci, où l'on est tenté par le repli individuel, constater que la solidarité de nos membres est forte et engagée nous donne force et espoir. Nous avons également réalisé d'importants progrès dans nos programmes de développement et d'action humanitaire, nos campagnes de sensibilisation et d'incidence politique, et le soutien que nous apportons aux producteurs de commerce équitable. **Plus de 1,5 million de personnes ont bénéficié de nos projets.**

Je pense sincèrement que la crise offre l'opportunité d'avancer vers une société plus équitable.

Je pense sincèrement que la crise offre l'opportunité d'avancer vers une société plus équitable. Une société qui ne soit pas basée sur l'appât du gain et l'égoïsme, mais sur la construction solidaire, le partage, la joie. Un nouveau bonheur pour tous est possible. Et, pour cela, **nous continuerons de lutter contre la pauvreté et l'injustice.**

Merci !

Ariane Arpa
Directrice générale d'Intermón Oxfam

Même dans des moments tels que celui-ci, constater que la solidarité de nos membres est forte, nous donne force et espoir.

Ce qui nous motive

Nous abordons les causes et conséquences de la pauvreté et l'injustice, face auxquelles nous réagissons en orientant notre travail autour de 5 axes stratégiques :



DROITS DES FEMMES

Nous luttons pour que les femmes puissent avoir le contrôle de leurs propres vies, sur les plans économique, politique et social.

JUSTICE ÉCONOMIQUE

Nous promouvons l'accès d'hommes et de femmes à des ressources leur permettant d'avoir une alimentation saine et de mener une vie digne

SERVICES SOCIAUX DE BASE

Nous œuvrons pour que tout le monde ait droit à l'éducation, la santé et l'eau potable, gratuites et de qualité.

ACTION HUMANITAIRE

Nous offrons assistance et protection aux personnes touchées par une catastrophe naturelle ou un conflit : avant, pendant et après le désastre.

CITOYENNETÉ ET GOUVERNABILITÉ

Nous créons un mouvement mondial de citoyenneté active capable de réclamer justice aux gouvernements et aux entreprises, de même que le libre exercice de ses droits.

Comment agissons-nous

Afin d'obtenir des changements qui garantissent les droits de base des personnes, nous agissons de manière intégrale à partir de quatre thèmes de travail, en partenariat avec des organisations du Sud et nos alliés du Nord.



ENGAGEMENT BASÉ SUR LES DROITS

Par notre travail, nous nous engageons à rendre effectifs les cinq droits fondamentaux des personnes : droit à des moyens de subsistance durables, droit à des services sociaux de base, droit à la vie et à la sécurité, droit à être écouté et droit à l'identité propre.

COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT

Nous réalisons des projets dans plus de 21 pays, visant à améliorer la vie des personnes les plus démunies.

ACTION HUMANITAIRE

Nous aidons les populations les plus vulnérables, en besoin urgent, en plus de réclamer la protection de leurs droits.

INCIDENCE POLITIQUE, MOBILISATION ET ÉDUCATION

Nous faisons pression sur les entreprises et les gouvernements, nous mobilisons la société civile et nous luttons en faveur d'une éducation pour la citoyenneté globale.

COMMERCE ÉQUITABLE

Nous soutenons des groupes de producteurs du Sud pour qu'ils s'intègrent sur le marché international dans des conditions de travail dignes.

TRAVAIL PAR ALLIANCES

En tant que membres d'Oxfam International, nous travaillons en partenariat avec le reste des affiliés et avec des organisations du Sud et du Nord qui partagent nos valeurs.

Résultats



© Richard Narcisse

Nous avons défendu des politiques agraires en faveur des petits agriculteurs dans 16 programmes, avec des thèmes comme l'obtention d'une politique fiscale juste, de politiques commerciales favorables ou l'intégration des droits des familles rurales dans la Constitution.

Nous avons contribué à ce que la production agricole bénéficie d'un meilleur débouché commercial, par la construction de plus de 60 agro-industries permettant aux familles rurales d'obtenir plus de revenus pour leurs récoltes.

Plus de 200 000 personnes ont bénéficié directement de notre travail pour garantir l'accès à une éducation de qualité et à l'eau potable. Les femmes et les filles disposent de plus de temps pour d'autres activités car elles ont réduit le temps passé à chercher et à transporter de l'eau.

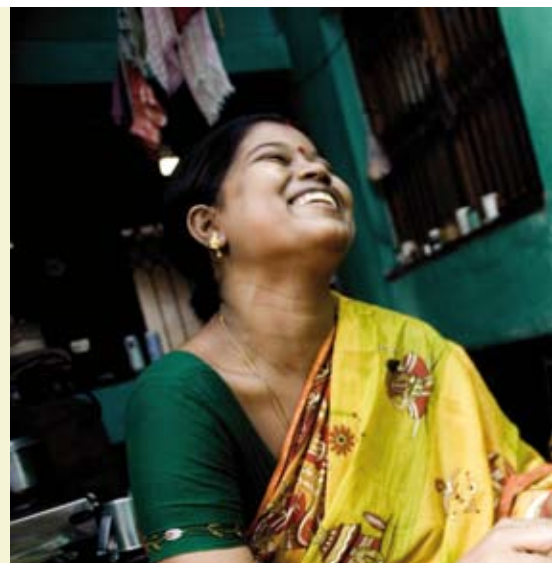
Nous avons assisté 334 319 personnes en situation d'urgence, en nous positionnant en tant qu'ONG de référence dans l'action humanitaire en Espagne, en eau, hygiène et assainissement.

En Afrique de l'Ouest, nous sommes parvenus à l'adoption d'une politique régionale qui régle le secteur minier par la CEDEAO (Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest). Cette nouvelle directive prétend éviter la concurrence entre les pays pour attirer les investissements, ce qui accorde des avantages abusifs de la part des entreprises.

Avec la campagne *Armes sous contrôle*, également organisée par Amnesty International et IANSA, nous avons contribué à ce que le Traité international sur le commerce des armes reçoive le soutien de l'ONU, avec le vote de 147 pays en faveur de sa création. Récemment, les principaux pays vendeurs d'armes dans le monde se sont engagés à appuyer cette procédure.

Nous avons obtenu par les Administrations (locale et nationale) la reconnaissance officielle de l'importance du travail dans l'éducation formelle à la construction d'une citoyenneté globale. Nous avons aussi activement contribué à la définition de la stratégie d'éducation dans la coopération espagnole et dans l'intégration légale du concept de citoyenneté mondiale dans la Loi Organique d'Éducation (LOE).

Progrès



Nous avons amélioré la qualité de nos achats dans le commerce équitable, avec une plus grande orientation sur des critères relatifs à la pauvreté du pays et à la proportion de femmes dans les groupes producteurs. De même, nous avons commencé à considérer l'impact environnemental comme facteur à prendre en compte.

Plus de femmes accèdent à des ressources économiques et des revenus stables qu'elles contrôlent grâce, entre autres, à l'amélioration de l'accès à la terre et au marché du travail.

Apprentissages



Nous avons réalisé des progrès dans la lutte contre la violence contre les femmes, en termes de changements d'idées et de politiques, et nous avons renforcé les organisations, les mouvements et les réseaux de femmes, ce qui a facilité la demande de leurs droits.

Nous avons renforcé les structures de l'État consacrées à l'éducation, à l'échelle locale et municipale, afin qu'il assume sa responsabilité de garantir le droit à la santé et à l'éducation de ses habitants.

Parce que nous nous efforçons toujours d'améliorer notre travail afin d'être plus efficaces et d'avoir un meilleur impact sur les communautés avec lesquelles nous travaillons... nos devoirs pour le prochain exercice sont :

Renforcer la capacité des organisations locales avec lesquelles nous travaillons dans les pays du Sud. Travailler ensemble et être réalistes vis-à-vis du temps et des résultats que l'on peut atteindre.

Analyser les possibilités réelles de faire des progrès dans les synergies potentielles entre santé, hygiène et assainissement en action humanitaire, les programmes de développement et le travail des campagnes dans des pays déterminés. Garantir une réponse intégrale est une matière à repasser qui inclut des campagnes d'action politique dans les interventions humanitaires.

Accorder plus d'importance, de cohérence et de consistance à notre travail afin d'obtenir une citoyenneté globale active, des États efficaces et un secteur privé responsable.

Intégrer une approche tenant compte de la dimension du genre dans les programmes non spécifiques aux Droits de la Femme comme dans nos actions de campagnes. Rendre ce travail visible reste un thème en suspens.

Améliorer les méthodologies et les outils qui permettent de rendre notre gestion plus transparente. Nous développons actuellement des politiques de responsabilité sociale organisée, de transparence et de remise de décisions. Parallèlement, nous avons implanté un nouvel outil informatique en tant que processus de rénovation des technologies et d'amélioration de la qualité, de la gestion et de l'analyse de l'information.



Justice économique

Lors de cet exercice, nous avons mis sur pied 34 programmes visant à obtenir des moyens de subsistance durables, des changements dans les politiques agricoles et le renforcement d'organisations paysannes dans 20 pays du Sud. En parallèle, nous avons collaboré avec 108 groupes producteurs auxquels nous achetons des produits du commerce équitable et qui, grâce à cela, peuvent mener une vie digne. Le tout complété d'un intense travail d'incidence politique (appuyé par la publication de 17 rapports).

La crise financière et économique, de même que le changement climatique, a surtout touché les personnes pauvres des pays du Sud. **Selon la FAO, plus d'un milliard de personnes souffrent de la faim dans le monde. D'où l'importance, maintenant plus que jamais, de notre action destinée à garantir la sécurité alimentaire, ainsi que de notre travail d'incidence afin d'obtenir de plus grands investissements dans l'agriculture et les politiques agraires, en tenant compte des familles paysannes.** Ces thèmes semblent susciter un intérêt accru parmi les dirigeants mondiaux, qui ont notamment augmenté leurs engagements en matière d'aide (20 milliards de dollars pour les 3 prochaines années, au niveau mondial, et 1,5 milliard d'euros pour les 5 prochaines années, de la part de l'Espagne), même si nous devons veiller à ce qu'ils tiennent leurs promesses.

Le réchauffement planétaire s'est également trouvé au cœur de l'agenda international (et du nôtre), les yeux tournés vers le sommet de Copenhague, tenu en décembre 2009.

MOYENS DE SUBSISTANCE DURABLES

À Intermón Oxfam, nous pensons que, pour parvenir à la justice économique, il est indispensable que les populations pauvres disposent des moyens leur permettant d'obtenir des revenus suffisants afin de subvenir aux besoins de leurs familles. Aussi avons-nous aidé des petits paysans du Sud à produire en plus grande quantité, à diversifier leur production et à mieux la conserver. **En Tanzanie, par exemple, nous continuons de construire des centres d'approvisionnement, capables de fournir du grain en période de rareté.** Nous enseignons également des techniques vétérinaires dans ce pays, en vue d'améliorer

la productivité du poulet local. De surcroît, nous avons soutenu la construction de 60 agro-industries offrant un débouché commercial à la production agricole. **C'est le cas du Burkina Faso où, via l'organisation AWB, nous sommes parvenus à diversifier les revenus de 47 groupes producteurs se consacrant à l'exportation de mangue sèche (plus de 2000 personnes, dont 70% de femmes), grâce à la commercialisation, pour le marché interne, de l'anacarde et de ses dérivés (huile, caramel, pâté et savon) ainsi que les jus, confitures et sirops de mangue, ananas et papaye.** En 2008, les unités de transformation responsables de la gestion ont employé plus de 800 personnes et les bénéfices n'ont cessé d'augmenter.

Par ailleurs, nous avons renforcé les associations paysannes pour qu'elles puissent



© Agata Skowronek / IO

défendre leurs droits devant l'État. En Équateur, notre soutien aux organisations Ecuarrunari et Conaie a permis d'introduire le droit à l'eau dans la Constitution et, en Bolivie, nous avons contribué à intégrer la proposition sur la terre, le territoire et l'accès aux ressources naturelles dans la Constitution. Au Burkina Faso, nous avons aidé les producteurs à négocier des prix minimums pour le riz et, en République dominicaine, un groupe de dirigeants de plantations de café a pu élaborer une proposition de loi sur l'impôt sur les services environnementaux, après avoir reçu une formation en incidence politique.

CAMPAGNES EN ESPAGNE

En vue de parvenir à la justice économique, nous avons également mené un intense travail d'incidence politique en Espagne, appuyé par un ample travail de recherche et d'analyse. **Relevons notre participation, lors de cet**

📍 Nous soutenons des paysans comme Oswaldo Muñoz (sur la photo) afin qu'ils puissent cultiver leurs terres à La Trinidad (Guatemala) et maintenir la production, même lorsqu'il ne pleut pas.

exercice, à la Réunion de haut niveau sur la sécurité alimentaire pour tous, tenue à Madrid par l'ONU en janvier dernier et suivie d'animations de rue dans 21 villes, exigeant plus d'efficacité et moins de bureaucratie dans la lutte contre la faim. Parallèlement, nous revendiquons une action toujours plus engagée contre le changement climatique, dont souffrent surtout les pays pauvres. Nous demandons une réduction efficace et équitable des émissions de CO₂, en plus d'exiger aux responsables du problème un transfert systématique des ressources vers les pays les plus touchés (ceux qui ont le moins de ressources), pour leur permettre de s'adapter au réchauffement planétaire.

COMMERCE ÉQUITABLE

Le commerce équitable constitue un autre front sur lequel nous travaillons dans le but de permettre aux personnes du Sud de disposer de moyens de subsistance sûrs et durables. Le montant total des achats réalisés lors de cet exercice est de 7,3 millions d'euros, soit 14% de moins que prévu, en raison des effets de la crise. Toutefois, nous avons augmenté la proportion des achats directs à des groupes producteurs (les achats indirects sont ceux effectués via d'autres organisations européennes de commerce équitable, principalement d'alimentation) et **nous avons obtenu une amélioration qualitative de nos achats, en accordant la priorité des acquisitions aux groupes producteurs des pays les plus pauvres et aux groupes constitués de femmes**. De même, nous avons commencé à considérer l'impact environnemental comme un nouvel indicateur à prendre en compte. D'où, par exemple, notre achat de T-shirts à Rajlshmi, groupe producteur d'Inde qui utilise du coton écologique. L'Inde reste, avec le Nicaragua et le Guatemala, notre principal fournisseur.

LOURDES HUANCA,
PÉROU



“Un enfant qui ne s'alimente pas bien ne peut rien apprendre à l'école parce qu'il dort”



© Elva Abad / IO

“Pour moi, être une femme signifie prendre soin de mon territoire, de mon corps, de ma famille. Et ma famille ne se limite pas à mon époux et mes deux enfants, elle compte également les 126 000 femmes membres de Femucarina. Ensemble, nous luttons chaque jour pour défendre nos terres, notre eau et nos semences”, affirme avec force Lourdes, présidente de cette organisation. “Nous, les femmes paysannes, nous jouons un rôle fondamental dans la société : garantir la sécurité alimentaire. Cette responsabilité nous contraint de lutter contre les politiciens qui donnent priorité aux biocarburants, alors que cela mène la petite agriculture à la pauvreté extrême pour autant, ou qui autorisent l'entrée de semences transgéniques mettant en péril la fertilité de la terre”, explique-t-elle. Le programme de moyens de subsistance durables que nous venons de mettre sur pied au Pérou soutient des organisations qui, comme celle présidée par Lourdes, aident les paysans à faire entendre leur voix pour éviter de perdre ce qui leur appartient.

9 rapports

Le changement climatique et la pauvreté ont dominé 9 de nos rapports. Notons : *Droit de survivre : le défi humanitaire du XXI^e siècle*, *Changer le carbone en or ou comment la communauté internationale peut-elle financer l'adaptation au changement climatique sans faire couler la banque* et *Effort partagé : la coopération mondiale est la clé pour adopter à Copenhague un accord juste et sûr sur le climat*.

Téléchargez-les sur www.IntermonOxfam.org/estudios

Services sociaux de base

Nous avons élaboré des programmes d'éducation en Angola, au Burkina Faso, au Mozambique, au Soudan et en Inde, ainsi que des programmes d'eau et d'assainissement en Éthiopie et en Haïti, tâchant d'augmenter la participation des femmes et des filles. Grâce à notre travail, nous avons amélioré l'accès à une éducation de qualité et à l'eau potable pour plus de 200 000 personnes. La provision de biens et de services s'est accompagnée d'actions de sensibilisation, de mobilisation sociale, de création de réseaux et d'incidence politique.



Selon le Rapport du suivi mondial des Objectifs de Développement pour le Millénaire (ODM), publié en 2009, l'universalisation de l'éducation primaire et une plus grande parité dans les locaux constituent les plus importants progrès réalisés dans le domaine de l'éducation. Le nombre d'inscriptions dans l'enseignement primaire s'est élevé à 88% en 2007 (contre 83% en 2000), surtout dans les régions les plus à la traîne, telles que l'Afrique subsaharienne, où le progrès s'est principalement fait ressentir. Dans de nombreux pays, cette amélioration découle d'une plus grande dépense publique, une situation que la crise économique actuelle pourrait changer radicalement. Par ailleurs, notons que l'Espagne a augmenté son aide publique au développement pour les services sociaux de base, grimpant d'environ 17%, en 2006, à presque 25%, en 2008.

ÉDUCATION

En vue d'améliorer l'accès et la qualité de l'éducation, Intermón Oxfam se charge de la construction et de la réhabilitation d'équipements, achète du matériel didactique et forme des milliers d'enseignants et enseignantes de primaire et secondaire. **Nous ne souhaitons pas seulement augmenter le nombre de professeurs, mais également améliorer les compétences professionnelles de ceux qui travaillent déjà, comme en témoigne notre soutien à l'Institut de formation professionnelle de Cabo Delgado, au Mozambique, où 232 nouveaux professeurs ont été diplômés cette année, tandis que 506 enseignent déjà.** De surcroît, nous avons réussi à intégrer davantage de femmes (40,7%) dans les nouvelles incorporations. Par ailleurs, nous sommes parvenus à faire participer la commu-

nauté de manière accrue dans les décisions des responsables de l'éducation, aux niveaux local, régional et étatique. Nous avons aussi favorisé la création de réseaux formés par des organisations de la société civile et leur participation à des campagnes nationales, telle la campagne *Éducation pour tous* en Angola, au Burkina Faso et au Mozambique. Enfin, **nous avons obtenu une plus grande implication des organismes publics afin de garantir le droit à l'éducation, particulièrement pour les femmes et les filles.**

En Espagne, nous avons dirigé l'équipe d'incidence de la coalition espagnole de la Campagne mondiale pour l'éducation, dont les revendications ont été reprises en grande partie par le Plan directeur de la coopération espagnole 2009-2012. **Nous constatons avec satisfaction que le gouvernement a tenu compte des apports d'Intermón Oxfam. Néanmoins, nous prévoyons d'assurer un suivi de près pour éviter que la crise économique n'entrave ces progrès.** Par ailleurs, l'édition 2009 du Festival de Cortos Actúa a abordé le thème de l'accès à l'éducation, sensibilisant la société espagnole à cette problématique. Cette activité a reçu le soutien de la chaîne Telecinco, couvrant le mois de mai avec son projet "12 mois, 12 causes".

EAU

En vue d'étendre l'accès à l'eau potable, Intermón Oxfam se charge de construire et améliorer les infrastructures, renforçant les comités de l'eau pour qu'ils les gèrent et les entretiennent, et de sensibiliser la population bénéficiaire aux thèmes de l'hygiène et de l'assainissement. Ce travail s'observe notamment **en Éthiopie, où nous sommes progressivement parvenus à ce que 102 000 per-**

sonnes disposent d'une eau de qualité plus proche de leurs foyers, afin que les femmes chargées de la collecte de l'eau aient plus de temps à consacrer à des activités productives (ce qui leur prodigue une plus grande indépendance économique) et pour participer activement à des structures communautaires, tels les comités de l'eau. Par ailleurs, nous avons formé 592 communautés à la gestion de services de santé, d'hygiène et d'assainissement. Nous garantissons ainsi la durabilité des services et nous avons obtenu une plus grande implication dans les campagnes d'incidence politique.

En Espagne, à travers notre présence lors de 7 festivals de musique en été 2008, nous avons sensibilisé la jeunesse à l'importance de ne pas gaspiller l'eau, qui constitue un bien rare dans de nombreux pays du Sud.

20
minutes

Nos projets en Éthiopie contribuent à réduire le temps mis par les femmes et les enfants pour la collecte et le transport de l'eau. Avant, cela leur prenait 2 à 5 heures par jour et aujourd'hui seulement 20 minutes.

🕒 Brahané se levait à 4 heures du matin pour aller chercher l'eau dans un étang situé à plusieurs heures de sa maison, à Wargeba, dans la province de Tigray (Éthiopie). Plus maintenant.



© Mónica Galcerán / IO

**ZAMPALIGRÉ
KABRÉ AMINATA,
BURKINA FASO**



“Les étudiants sortent d'ici avec un projet de vie”

“Nous travaillons pour donner du pouvoir à des personnes, hommes ou femmes”. Tel est l'objectif ambitieux de Zampaligré, responsable du Centre polyvalent de formation Beoog Yinga de Nacombogo, une des nombreuses écoles que nous soutenons dans ce pays africain. Ses élèves, des adolescents de 9 à 13 ans n'ayant pas pu aller à l'école auparavant ou l'ayant quittée prématurément, doivent suivre des cours pendant 4 ans pour apprendre à lire et écrire, le calcul, le français, etc. Ensuite, ils reçoivent une formation professionnelle pendant 18

mois, où on leur enseigne des techniques agricoles et d'élevage (aussi bien traditionnelles que modernes) qui leur permettront de gagner leur vie. Disposer d'un hectare de terrain pour appliquer ces connaissances est un pré-requis de base afin d'être accepté. Face à cette difficulté, l'école les aide avec des microcrédits. “Avoir accès à cette formation représente un grand changement, surtout pour les filles : elles ne dépendront pas de leur mari ou de leur frère et pourront bâtir leur propre maison et élever leur bétail”, explique-t-elle.

Action humanitaire

Au cours de la période 2008-2009, nous avons répondu à 5 urgences, en plus de mettre sur pied 2 projets de réhabilitation post-urgence et 13 projets de réduction des risques. Le nombre de personnes assistées s'est élevé à 334 319, tenant toujours compte des besoins particuliers des femmes et des filles. De même, nous avons rappelé aux gouvernements et aux organismes internationaux leur responsabilité de protéger les civils, victimes de catastrophes.

Le panorama international n'est guère enchanteur : les désastres liés au changement climatique s'aggravent, les conflits chroniques se poursuivent, comme c'est le cas en Somalie, en République démocratique du Congo, en Palestine ou au Darfour (Soudan), et les crises alimentaires augmentent, en raison de la hausse des prix des aliments. Le tout dans un contexte où l'accès aux populations est de plus en plus difficile à cause de l'insécurité et des restrictions imposées par les autorités. De plus, l'aide humanitaire internationale a diminué.

ASSISTANCE ET PROTECTION EN CAS DE CRISE

Notre travail d'action humanitaire a augmenté exponentiellement, aussi bien en matière de services d'eau, d'hygiène et d'assainissement que de sécurité alimentaire et de réduction des risques face aux nouvelles catastrophes. **En ce qui concerne l'eau, nous nous sommes positionnés en tant qu'ONG de référence, avec des interventions telles celles réalisées après les ouragans violents qui ont frappé Haïti, la sécheresse dans la zone du Chaco au Paraguay, les épidémies de choléra au Mozambique ou encore notre action au sein des camps de réfugiés du Tchad, où se rendent les Soudanais qui fuient la violence du Darfour.** Face à toutes ces urgences, notre action consiste à fournir de l'eau potable à la population touchée ainsi qu'un accès à l'hygiène et l'assainissement, afin d'éviter la propagation de maladies. Nous réalisons ces objectifs grâce à la construction de fontaines, de latrines, de douches et d'endroits pour laver, de même que par la formation de conseillers en hygiène et la distribution de kits visant à garantir un bon usage de l'eau (seaux, bassines, savon, etc.). Stimuler la participation

de la communauté garantit l'usage optimal de ces infrastructures. De surcroît, nous avons veillé aux besoins des femmes et des filles, en mettant en œuvre des solutions techniques (par exemple, la construction de toilettes non mixtes et situées dans des emplacements visibles afin d'éviter les agressions), ou encore en favorisant leur participation à des activités de promotion de santé et d'hygiène. Malheureusement, lors de cet exercice, la crise économique a affecté le rassemblement de fonds, surtout privés, destinés à répondre aux différentes catastrophes.

INCIDENCE POLITIQUE

Le travail d'action humanitaire mené par Intermón Oxfam comporte des activités de pression sur les politiciens espagnols et sur les gouvernements et autorités locales des pays du Sud pour qu'ils s'engagent à faire appliquer la Responsabilité de protéger la population civile victime de conflits armés, une résolution adoptée par les Nations Unies en 2005. **Aussi avons-nous joint nos efforts avec le Ministère des Affaires étrangères, le Ministère de la Défense et le Congrès dans le but de dénoncer le grave manque de protection des civils et la situation humanitaire alarmante dans plusieurs pays où nous sommes présents.** Nous avons également organisé un séminaire sur la Responsabilité de protéger, en collaboration avec la Fondation pour les relations internationales et le dialogue extérieur (FRIDE), dans lequel nous avons fait appel aux responsables de l'Administration espagnole. De ce fait, **nous avons contribué à l'introduction par le gouvernement de la Responsabilité de protéger dans des documents-clés de la politique extérieure espagnole**, tels le Plan directeur 2009-2012 et le Plan Afrique 2009-2012, et



📍 L'accès à l'eau potable passe par la construction de sources comme celle de la photo, dans le camp de déplacés de Boro Medina, au sud du Soudan.

à l'approbation d'une proposition non de loi sur la question.

Par ailleurs, nous avons permis aux populations civiles les plus vulnérables des pays plongés dans des conflits de faire entendre leur voix, face à leurs gouvernements et à la communauté internationale, afin de réclamer protection et assistance. **En Colombie, nous soutenons les organisations qui luttent pour dénoncer la violence sexuelle comme arme de guerre et exigent que les parties en conflit protègent les civils et mettent fin à la violence et à l'impunité.** Au Tchad, nous nous réunissons fréquemment avec les communautés déplacées et réfugiées du Soudan, ainsi que les responsables de la Mission de paix des Nations Unies en République Centrafricaine et au Tchad (MINURCAT), dont le mandat inclut la protection



© Pablo Tosco / 10

286 807
personnes

Nous avons couvert les besoins en eau, hygiène et assainissement de plus de 286 807 personnes, toujours issues des populations les plus vulnérables.

des civils à l'est du Tchad. Ce travail effectué sur le terrain est renforcé, en Espagne, par des réunions avec les responsables du gouvernement et des actions en collaboration avec la citoyenneté. Ainsi, par exemple, nous consacrons une "Journée pour l'espoir" pour expliquer la situation vécue par les femmes réfugiées à l'est du Tchad et nous avons récolté près de 15 000 signatures exigeant leur protection, qui ont été remises au Ministre des Affaires étrangères. Nous avons également lancé une cyber-action demandant au gouvernement de faire pression sur l'Union européenne afin qu'Israël mette un terme au blocus de Gaza. Enfin, en partenariat avec les organisations qui intègrent la campagne Armes sous contrôle, nous veillons à l'application effective de la loi espagnole sur le commerce des armes, de 2007, afin d'éviter que les armes espagnoles n'entraînent des conflits et des violations du droit international humanitaire, et nous faisons pression pour que l'Espagne promeuve un Traité international sur le commerce des armes, dont la négociation commencera en 2010.

ÉLÈVE D'UN COURS D'IO CONSACRÉ À LA PRÉVENTION DU CHOLÉRA, MOZAMBIQUE.



“Améliorer les pratiques d'hygiène sauve des vies”



© Paul Cabrera / 10

Les autorités sanitaires de Cuamba, au nord du pays, ont déclaré une épidémie de choléra en août 2008. Deux mois plus tard, quatre des douze quartiers de la ville –où vit plus de la moitié de la population– étaient touchés par cette maladie provoquée par l'ingestion d'aliments ou d'eau pollués. La situation a été aggravée par les inondations de mars 2009 et d'autres facteurs, tels que la difficulté d'accès à l'eau en qualité et en quantité ou l'éducation limitée en matière d'hygiène, ont accru le risque de contagion. Pour freiner l'avancée du choléra et ses manifestations futures, notre réponse a principalement consisté à réhabiliter et gérer des points de distribution d'eau de la zone touchée, à construire plus de 500 toilettes familiales, à installer 34 toilettes publiques dans les lieux les plus peuplés qui ne disposent pas d'infrastructures et à partager des kits d'hygiène parmi la population. En outre, des activités de sensibilisation ont été réalisées : programmes radio, cours pour adultes et discussions dans les écoles. “Se laver les mains avec du savon paraît élémentaire mais permet de sauver des vies”. C'est l'une des conclusions du cours auquel a assisté la femme de la photo, une des 30 000 personnes bénéficiaires directes de cette intervention.

Droits des femmes

Avec pour objectif d'être plus cohérents, nous avons travaillé intensément afin que la perspective de l'égalité des sexes soit intégrée, de façon transversale, dans toutes nos politiques, pratiques, idées et croyances. En outre, nous luttons dans plus de neuf pays à travers des programmes spécifiques dans le but de rendre les droits des femmes effectifs (ce qui bénéficie à plus de 70 000 personnes, dont 15% sont des hommes).



Parmi les personnes les plus pauvres du monde (1 milliard), les trois cinquièmes sont des femmes et des filles. Parmi les 960 millions d'adultes qui ne savent pas lire, les deux tiers sont des femmes. Parmi les 130 millions de mineurs qui ne vont pas à l'école, 70% sont des filles. La moitié de la population féminine adulte a subi des violences domestiques. Chaque année, un demi-million de femmes perdent la vie et 18 millions de plus sont handicapées à cause de complications pendant la grossesse ou l'accouchement qui auraient pu être prévenues. Ces chiffres de l'État de la population mondiale 2008 (UNFPA - Fonds des Nations Unies pour la Population) nous confirment que nous devons non seulement continuer à défendre les droits des femmes, **mais que l'égalité des sexes doit apparaître dans chacune de nos interventions (depuis les projets de développement et d'action humanitaire, en passant par nos campagnes, les achats aux groupes producteurs du commerce équitable ou le langage que nous utilisons dans nos textes).** Nous avons d'ailleurs créé deux documents qui nous serviront de guides à l'avenir : le *Diagnostic de l'égalité des sexes sur l'état de la question au sein de l'institution* et le *Cadre de référence de la stratégie institutionnelle pour l'égalité des sexes d'Intermón Oxfam (2009-2017).*

ÉMANCIPATION

Notre travail durant cet exercice a été marqué par l'objectif d'obtenir que les femmes aient le contrôle de leurs propres vies et que leurs droits (économiques, politiques, civils et socioculturels) soient reconnus, par le biais de leur participation accrue dans la prise de décisions. **Nous souhaitons obtenir des changements dans les politiques, mais aussi dans les idées et croyances. À titre d'exemple : dans beaucoup de communautés africaines, nous tentons de rompre avec la tradition selon laquelle les femmes ne peuvent pas être propriétaires de leurs terres.** Ainsi, nous avons développé des projets productifs en soutenant des associations de femmes au Burundi pour générer des revenus et l'accès à la terre ; au Maroc, les organisations locales avec lesquelles nous travaillons ont développé des actions de sensibilisation regroupant près de 3000 jeunes et on estime qu'au moins 4000 hommes et 3000 femmes ont bénéficié d'une formation sur des thèmes relatifs à l'équité et à l'égalité des sexes. Parallèlement,

Un groupe de femmes manifeste dans les rues de Wau, au sud du Soudan, pour la revendication de leurs droits, lors de la Journée Internationale de la Femme.

7000 personnes

Au Maroc, 4000 hommes et 3000 femmes ont reçu une formation de sensibilisation sur l'égalité des sexes.

nous avons contribué à améliorer l'accès des mères célibataires au marché du travail, grâce à la formation professionnelle.

Au Tchad, nous avons soutenu l'organisation locale Celiaf pour la création d'un centre d'approvisionnement et la commercialisation de céréales à Mongo, afin que les femmes puissent bénéficier de revenus propres. En Équateur, sous le slogan *Plus jamais de loi sans nous*, nous sommes parvenus à ce que 250 femmes de classe populaire issues de 17 provinces s'organisent pour exiger que l'État et la société écoutent leurs demandes. Dans ce pays, nous avons aussi défini un système de micro-finances tenant compte de l'égalité des sexes, qui s'est socialisé en structures étatiques et a permis d'inclure de nouveaux critères pour évaluer les initiatives financières menées par des femmes, ce qui leur permettra de recevoir un soutien financier de l'État à l'avenir. De même, nous avons soutenu la conformation du collectif social autoproclamé Assemblée Nationale des Femmes Populaires Diverses visant à intégrer leurs intérêts dans les lois secondaires qui dérivent de la mise en place de la nouvelle Constitution.

LUTTE CONTRE LA VIOLENCE

La fragilité et la violation des droits des femmes sont particulièrement manifestes dans les pays plongés dans des conflits armés, tels que la Colombie. C'est pourquoi notre travail dans ce pays inclut des actions spécifiques pour prévenir, sanctionner et réparer toute violence exercée à l'encontre des femmes. **À son tour, nous cherchons à en finir avec la discrimination des sexes en général, en mettant l'accent sur les croyances et les préjugés. Tout cela en soutenant des organisations et des mouvements de femmes afin qu'elles participent activement à la prise de décisions.** En Espagne, nous avons organisé trois réunions avec des instances du gouvernement espagnol (Vice-présidence, Ministère des Affaires étrangères et Secrétariat de la Femme du PSOE) afin de dénoncer la grave situation du pays, ses effets sur les femmes et l'impunité du processus de justice et de paix.



JINETH BEDOYA,
COLOMBIE



“Aujourd’hui je parle en leur nom”

Victime de tortures et d'abus sexuels par des paramilitaires, cette journaliste du quotidien *El Tiempo*, un des plus importants du pays, s'est rendue en Espagne pour soutenir la présentation de notre rapport *La violence sexuelle en Colombie : une arme de guerre*. « Prendre la décision de venir me dévoiler ici a été très difficile. Les gens pensent qu'une agression sexuelle est comme une giffe, que d'un jour à l'autre ça ira mieux. Ce n'est pas vrai, nous devons vivre avec tous les jours. J'ai la possibilité d'être ici et d'en parler, mais pensez à ces femmes qui sont dans des zones rurales, à ces indigènes et à ces paysannes marquées, qui ne peuvent pas sortir dans la rue, à ces afro-colombiennes qui sont à des milliers de kilomètres, qui n'ont même pas de quoi aller acheter leur déjeuner ou leur dîner et qui n'ont pas la possibilité de se montrer ou de s'exprimer ici. Aujourd'hui je parle en leur nom, au nom des milliers de femmes qui ont été abusées et agressées en Colombie, qui espèrent qu'un jour justice sera faite. »

Citoyenneté et gouvernabilité

Pour avancer vers une citoyenneté plus active, des États plus efficaces et des entreprises plus responsables, nous soutenons des organisations sociales de 13 pays du Sud, nous exigeons une conduite responsable de la part du secteur privé, nous éduquons pour une citoyenneté mondiale et nous promouvons la mobilisation sociale.

Vu que la crise se trouve dans le point de mire, les efforts de mobilisation sociale ne parviennent pas à susciter l'intérêt de la société ni celui des médias, malgré leur grande pertinence dans un contexte d'augmentation de la pauvreté et des compressions budgétaires. Par ailleurs, l'instabilité politique dans de nombreux pays, comme le Tchad et la Mauritanie, ou l'hostilité de certains gouvernements envers les organisations internationales, comme au Nicaragua ou en Colombie, ne facilitent pas le travail d'incidence politique pour la défense des droits de l'homme ou en faveur d'une meilleure redistribution de la richesse.

Dans ce contexte, chez Intermón Oxfam, nous stimulons et nous revendiquons comme nous étant propre la conception de citoyenneté mondiale qui présente **un nouveau modèle de citoyenneté basé sur la dignité de toutes les personnes, conscientes d'appartenir à une communauté locale et mondiale à la fois et activement engagées à parvenir à un monde plus juste et durable.**

UN MOUVEMENT CITOYEN MONDIAL

Afin de contribuer à ce mouvement, nous avons soutenu des organisations et des mouvements sociaux de 13 pays (la majorité d'Amérique Latine) dans leur lutte pour obtenir des politiques et des lois prenant en compte les groupes les plus défavorisés. Cet accompagnement a permis, par exemple, que des associations de victimes et de défense des droits de l'homme en Colombie soient reconnues et écoutées ; que des groupes de paysans et indigènes d'Équateur participent à l'élaboration de politiques publiques et au suivi du budget national ; que des représentants du peuple guarani d'Itka

Guasi en Bolivie aient amélioré leur capacité à négocier avec l'entreprise pétrolière Repsol YPF ; et que des organisations de la société civile de Mauritanie participent aux plans de développement local.

En Afrique de l'Ouest, nous avons obtenu l'adoption d'une politique régionale régulant le secteur minier, dans le but d'éviter une concurrence déloyale bénéficiant aux grandes entreprises. Enfin, au Nicaragua, en collaboration avec Fumdec, nous avons réussi à augmenter le nombre de femmes occupant des postes à responsabilité municipale.

ÉDUCATION ET MOBILISATION

Notre travail en matière d'éducation contribue aussi à la construction d'une citoyenneté mondiale. **Conscients que les changements se produiront seulement depuis la base, à savoir en collaboration avec le corps enseignant, nous avons donné une forte impulsion au travail dans le réseau des éducateurs de tout le territoire espagnol, complétée par le troisième séminaire national "Éduquer pour la citoyenneté mondiale".** De plus, nous continuons à travailler pour disposer d'un programme qui leur permette de travailler au-delà des exigences minimales imposées par l'administration.

En d'autres termes, nous avons élaboré une proposition théorique (*Écoles et éducation pour la citoyenneté mondiale*) et une proposition pratique (*Pistes pour changer l'école*). 2021 centres scolaires et 2056 professeurs, hommes et femmes, sont inscrits à titre personnel au programme scolaire « Éduquer pour une citoyenneté mondiale ». **Par ailleurs, 15 537 élèves, garçons et filles, de 17 pays différents ont participé, dans le cadre de la sixième édition du groupe Conectando Mun-**



Une femme prend la parole lors du sommet continental des femmes indigènes, à Puno (Pérou).

2056

enseignants

2021 centres scolaires et 2056 enseignants se sont inscrits à titre personnel à notre programme Éduquer pour une citoyenneté mondiale.



© Intermón Oxfam

JUAN LASALA,
ESPAGNE



“Nous ne pouvons pas baisser les bras”

“Il faut rester optimiste”, assure ce jeune homme qui a voyagé avec 15 autres activistes à Poznań (Pologne) pour exiger que les 187 dirigeants invités au sommet sur le changement climatique s’engagent à réduire le réchauffement planétaire. “Là-bas, j’ai pu constater que nous sommes nombreux à crier avec force et pacifiquement que le réchauffement planétaire est injuste. Les dirigeants politiques ne peuvent nous ignorer”, poursuit-il. Comme lui, les jeunes qui collaborent activement et bénévolement avec Intermón Oxfam sont chaque jour plus nombreux à diffuser nos campagnes et à récolter des signatures pour obtenir des politiques luttant vraiment contre l’injustice et la pauvreté. Des jeunes qui, outre demander des changements au niveau mondial, travaillent depuis la base afin d’obtenir des attitudes et des pratiques respectueuses vis-à-vis de chacun et envers l’environnement. “Pour que tout change, il faut commencer par soi-même”, conclut-il.

dos, à l’analyse des conséquences du modèle actuel de développement et l’acquisition d’engagements personnels et collectifs contribuant à lutter contre le changement climatique.

Lors de cet exercice, nous avons aussi lancé des actions de mobilisation s’adressant à la base à des garçons et filles entre 18 et 25 ans. Le site Web **DaleLaVueltaAlMundo.org**, qui sensibilise les plus jeunes à des thèmes tels que l’accès à l’eau, le changement climatique ou les droits des personnes en cas de conflits, reçoit 8500 visites par mois. Ce site Web constitue également un bon outil pour créer un réseau dynamique, auquel participent des activistes, ainsi que des groupes universitaires (nous avons déjà des représentants dans 10 universités), ou encourager leur participation à des événements internationaux comme la conférence annuelle de l’ONU sur le changement climatique, tenue à Poznań (Pologne), fin 2008. Pour nous rapprocher de ce groupe, **nous avons encore été présents à plus de 30 concerts musicaux, où nous avons récolté plus de 4750 signatures, auxquelles s’ajoutent les 7000 signatures obtenues lors de**

dix festivals de musique, en été 2008. Dans un autre domaine, nous avons publié 62 nouveaux livres qui contribuent à la réflexion critique, parmi lesquels nous distinguons les livres appartenant à une nouvelle collection dans laquelle Alex et son chien Gandhi, les deux personnages fictifs principaux, encouragent les plus jeunes à découvrir d’autres réalités.

ENTREPRISES RESPONSABLES

Notre activité d’incidence visant à obtenir un secteur privé responsable s’est centrée sur les entreprises dites extractives (qui obtiennent du gaz et du pétrole). **En mai dernier, nous avons à nouveau participé à l’assemblée des actionnaires de Repsol YPF afin de réclamer l’application efficace de la Politique sur les peuples indigènes, à laquelle l’entreprise s’était engagée**, et la publication des paiements que réalise la compagnie dans les pays où elle opère. Nous avons aussi promu, à travers Izquierda Unida et Convergència i Unió, une nouvelle proposition non de loi, récemment approuvée, sur la transparence dans l’industrie extractive.



© Pablo Tosco / 10

Des personnes comme toi, des personnes qui réagissent

À Intermón Oxfam, nous sommes des personnes comme toi. Des personnes qui, face à la pauvreté et à l'injustice, ne restent ni indifférentes ni les bras croisés. Bien au contraire. Nous agissons, nous luttons, nous réagissons. De quelle manière? Voici quelques réponses.

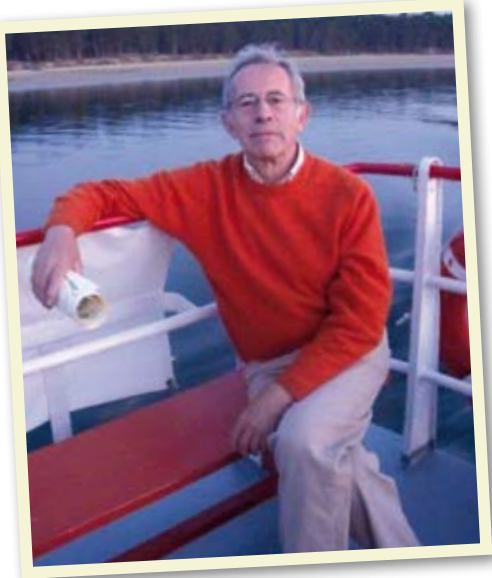
“J’agis en faisant pression pour faire bouger les gouvernements, puisqu’ils détiennent le pouvoir de mettre un terme à la pauvreté. Pour cela, je signe toutes vos pétitions et j’ai eu l’occasion de faire un voyage à Copenhague avec Intermón Oxfam, accompagnée de 14 autres jeunes activistes, dont je suis revenue avec encore plus d’énergie pour poursuivre mon combat contre les injustices.”

Marta Ponce, 24 ans, collaboratrice active du site web DaleLaVueltaAlMundo.org, Álava



“J’agis en participant en tant que bénévole à Intermón Oxfam, convaincu que, à l’heure de ma retraite prochaine, il était temps de faire quelque chose pour les autres. Je collabore également en versant de petites sommes (à six ONG différentes), en achetant des produits du commerce équitable et en contribuant à l’organisation d’une « Journée pour l’espoir »... Malgré tout, j’estime que je n’en fais pas assez.”

Jesús Cabezón, 65 ans, bénévole au siège de Madrid.



“J’agis en tant qu’illustrateur, je mets en images des initiatives comme celles proposées par Intermón Oxfam. Je suis également membre et j’achète régulièrement des produits dans vos boutiques, surtout des livres illustrés. Ma collaboration vient d’un intérêt personnel de soutenir des groupes qui travaillent pour la solidarité, la justice et l’égalité.”

Ignasi Blanch, 45 ans, membre depuis 8 ans, Barcelone.





“Nous agissons en famille car la pauvreté et l’injustice nous attristent et nous pensons qu’il faut agir. Nous sommes membres d’Intermón Oxfam depuis quatre ans. De plus, nous achetons dans votre boutique, nous signons vos pétitions et nous essayons d’assister aux événements que vous organisez dans notre ville. Nous jugeons nécessaire de transmettre ces valeurs à notre fille.”

Ana Belén López, Fernando López et Jimena, membres et collaborateurs actifs à nos campagnes, Séville.



“J’agis en collaborant dans la mesure du possible et en partageant mon opinion avec les personnes de mon entourage. Nous devrions prendre conscience des inégalités qui existent dans le monde et nous montrer plus solidaires.”

Juan Antonio Vidal, 43 ans, membre et acheteur de nos livres et de produits du commerce équitable, Barcelone.

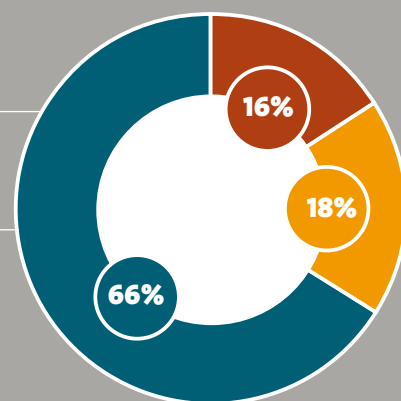
Qui sommes-nous ? 241 240

membres et donateurs. **75 360** collaborateurs à nos campagnes. **15 537** participants au groupe Conectando Mundos. **66 623** personnes ayant acheté nos livres. **260 254** consommateurs de produits du commerce équitable. **1895** bénévoles ayant rejoint l’équipe de manière durable, au côté de **971** membres engagés (455 en Espagne et 516 dans des pays du Sud). Plus de **3786** bénévoles contribuant à l’organisation d’une « Journée pour l’espoir » et à d’autres activités publiques. **284** organisations locales du Sud avec lesquelles nous travaillons. **108** organisations de commerce équitable auxquelles nous achetons des produits.

L'ÉQUIPE D'INTERMÓN OXFAM EN JUIN 2009

2866 PERSONNES

- Personnel engagé en Espagne
- Personnel engagé dans des pays du Sud
- Bénévolat



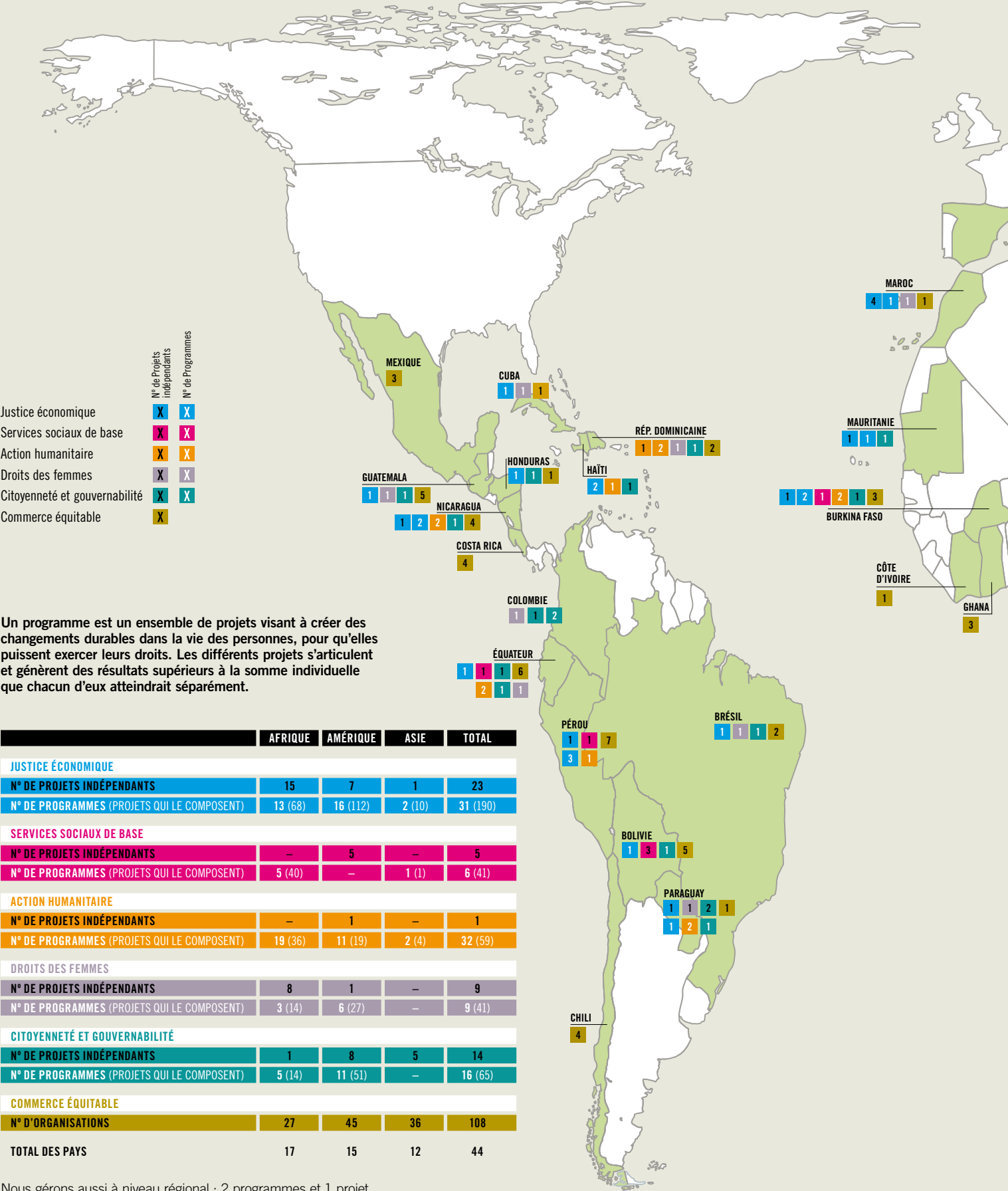
DIRECTION

Président : Josep Miralles
Secrétaire : Xavier Pérez Farguell
Trésorier : Ramon Casals
Membres : José Antonio Alonso, Bartomeu Amat, Esther Colmenarejo, María Luisa de la Puente, Cipriano Díaz, Cristina Manzanedo, Luis Marteles, Fernando Motas, Jorge Rosell, José María Tomás, Xavier Torra, Oriol Tuñí

CONSEIL DE DIRECTION

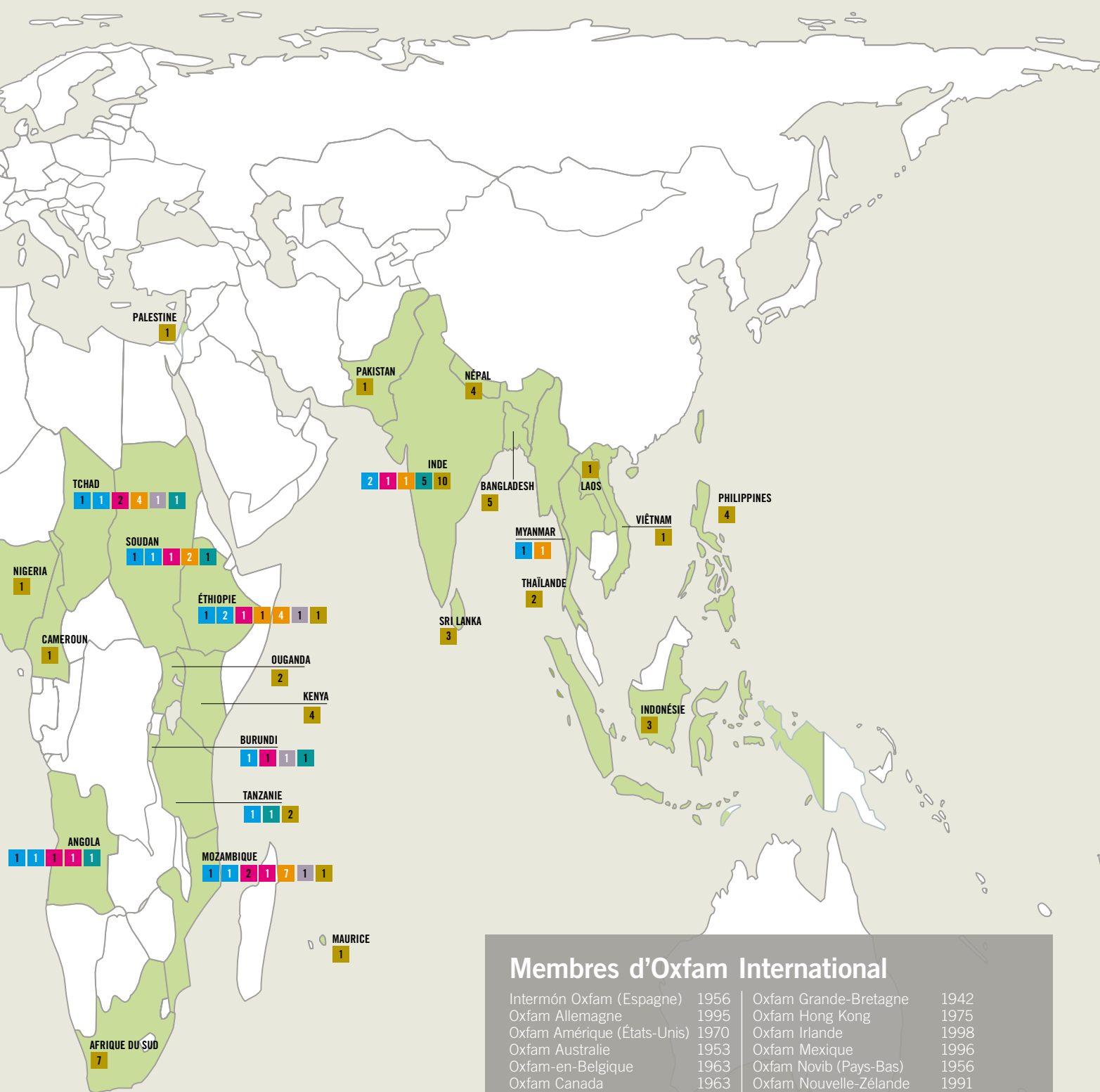
Ariane Arpa, Directrice générale
Anna Sentís, Directrice de Planification, Qualité et Responsabilité sociale
Marta Arias, Directrice de Campagnes et Études. Irene Milleiro, actuellement
Santi Bolívar, Directeur Territorial
Franç Cortada, Directeur de Coopération internationale
Marc Pintor, Directeur d'Administration et Systèmes
Pilar Porta, Directrice de Communication et Marketing
Laura Sáenz, Directrice des Ressources humaines
Rafael Sanchís, Directeur de Commerce équitable

Où travaillons-nous



Nous gérons aussi à niveau régional : 2 programmes et 1 projet en Afrique ; 4 programmes et 6 projets en Amérique.

La reproduction de la carte correspond à la **projection de Peters**.
Elle présente les pays en proportion à leurs tailles relatives, selon des zones identiques.



Membres d'Oxfam International

Intermon Oxfam (Espagne)	1956	Oxfam Grande-Bretagne	1942
Oxfam Allemagne	1995	Oxfam Hong Kong	1975
Oxfam Amérique (États-Unis)	1970	Oxfam Irlande	1998
Oxfam Australie	1953	Oxfam Mexique	1996
Oxfam-en-Belgique	1963	Oxfam Novib (Pays-Bas)	1956
Oxfam Canada	1963	Oxfam Nouvelle-Zélande	1991
Oxfam France - Agir Ici	1988	Oxfam Québec (Canada)	1973

Bureaux d'incidence politique d'Oxfam International à Washington, New York, Bruxelles, Genève et Brasilia, de campagnes au Brésil et en Italie.

Membres observateurs : Oxfam Inde et Oxfam Japon.

Organisations liées à Oxfam International : Ucodep (Italie).

Nous travaillons ensemble dans plus de 100 pays.

Indicateurs socio-économiques

	Population	Espérance de vie (années)	PIB par habitant (US \$)	Analphabétisme chez les hommes (%)	Analphabétisme chez les femmes (%)	Mortalité infantile (‰)	Indice de développement humain ¹	Population vivant en-dessous du seuil de pauvreté (%) ²
--	------------	---------------------------	--------------------------	------------------------------------	------------------------------------	-------------------------	---	--

Afrique

ANGOLA	12.799.293	38,2	8.800	17,1	45,8	180,21	143	40,5
BURKINA FASO	15.746.232	52,95	1.200	70,6	84,8	84,49	177	46,4
BURUNDI	8.988.091	52,09	300	32,7	47,8	59,64	174	68
TCHAD	10.329.208	47,70	1.600	59,2	87,2	98,69	175	80
ÉTHIOPIE	85.237.338	55,41	900	49,7	68,9	80,80	171	38,7
MAROC	34.859.364	71,80	4.500	34,3	60,4	36,88	130	15
MAURITANIE	3.129.486	60,37	2.100	40,5	56,6	63,42	154	40
MOZAMBIQUE	21.669.278	41,18	900	36,5	67,3	105,80	172	70
SOUDAN	41.087.825	51,42	2.200	28,2	49,5	82,43	150	40
TANZANIE	41.048.532	52,01	1.400	22,5	37,8	69,28	151	36

Amérique

BOLIVIE	9.775.246	66,89	4.500	6,9	19,3	44,66	113	60
BRÉSIL	198.739.269	71,99	10.200	11,6	11,2	22,58	75	31
COLOMBIE	45.644.023	72,81	9.200	9,9	9,3	18,90	77	49,2
CUBA	11.451.652	77,45	9.500	0,2	0,2	5,82	51	—
ÉQUATEUR	14.573.101	75,30	7.500	7,7	10,3	20,90	80	38,3
GUATEMALA	13.276.517	70,29	5.300	24,6	36,7	27,84	122	56,2
HAÏTI	9.035.536	60,78	1.300	45,2	48,8	59,69	149	80
NICARAGUA	5.891.199	71,50	2.900	32,8	32,2	25,02	124	48
PARAGUAY	6.995.655	75,77	4.200	5,1	7	24,68	101	32
PÉROU	29.546.963	70,74	8.500	3,6	10,6	28,62	78	44,5
RÉP. DOMINICAINE	9.650.054	73,70	8.200	13,2	12,8	25,96	90	42,2

Asie

INDE	1.166.079.217	69,89	2.900	26,6	52,2	30,15	134	25
------	---------------	-------	-------	------	------	-------	-----	----

ESPAGNE	40.525.002	80,05	34.600	1,3	2,8	9,99	15	19,8
----------------	-------------------	--------------	---------------	------------	------------	-------------	-----------	-------------

Sources : *The World Factbook 2009* et *Informe sobre Desarrollo Humano del PNUD 2009*.

¹ L'Indice de Développement Humain (IDH) est un indicateur mesurant la moyenne du progrès, compris entre 1 (le meilleur) et 182 (le pire), en se basant sur trois dimensions essentielles du développement humain :

• la santé et la longévité (espérance de vie) • l'éducation de base (taux d'alphabétisation) • le niveau de vie décente (PIB réel par habitant).

² La Banque mondiale définit la moyenne de revenu d'un dollar par jour comme « seuil de pauvreté ».

Afrique



© Pablo Insco / IO

Angola

La nouvelle loi sur les terres renferme un grave risque pour les droits de possession de la terre des personnes pauvres de la campagne et de la ville, puisque la possibilité d'une légalisation des usurpations existe. Aussi avons-nous réalisé une étude sur ses impacts et organisé des actions pour en informer la population.

Dans le cadre de notre travail lié à l'éducation, 92 personnes ont été formées afin d'alphabétiser des adultes couvrant 4 communes de la province de Bié. Les 25 centres d'alphabétisation sont gérés en coordination avec

l'organisation locale Promaica et la Direction Provinciale de l'Éducation, et des échanges d'expériences ont été réalisés avec d'autres organisations. De même, nous avons lancé la campagne internationale *Éducation pour tous* à laquelle ont adhéré 40 organisations de la société civile dans le pays, en développant des centres de travail au niveau local et des initiatives de sensibilisation.



Burkina Faso

Nous avons contribué à ce que des actions spécifiques soient incorporées dans les plans d'éducation du Gouvernement afin d'avancer dans l'égalité des sexes au moyen de la formation du corps enseignant, la révision du curriculum et le soutien financier aux associations de pères et de mères visant à promouvoir la scolarisation des filles. Nous avons dès lors sensibilisé plus de 1200 personnes de 25 communautés et nous avons construit 5 centres préscolaires dans la province de Koulpélogo, dont ont bénéficié 265 garçons et 125 filles âgés de 4 à 6 ans.

Les organisations rurales que nous soutenons ont sollicité une augmentation de l'investissement direct de l'État, plus particulièrement pour le riz et le maïs. Elles ont proposé un prix fixe et plus favorable pour le riz et ont favorisé sa consommation locale, en améliorant sa qualité. Nous avons appuyé la création de centres d'approvisionnement de céréales et un fonds de soutien à la commercialisation. Dans une zone où les femmes n'avaient traditionnellement pas de ressources économiques, nous soutenons une organisation gérant une usine de transformation de mangues et d'anacardes, qui a donné du travail à 1500 femmes.



Burundi

Dans le contexte post-conflit du pays, les espaces prévus pour la participation politique et économique des femmes s'ouvrent timidement. Nous travaillons avec 10 associations de femmes déplacées puis de retour sur leur territoire dans le but d'augmenter leur autonomie économique, surtout à travers l'accès à la terre et le soutien aux activités générant des revenus. Nous avons contribué au changement des pratiques d'élevage rudimentaires par l'application de techniques modernes qui intègrent l'agriculture, le bétail et la conservation forestière au sein d'une même exploitation. Nous continuons de promouvoir la gestion rationnelle de la pro-

duction agricole et l'application de la chaîne de solidarité communautaire avec la distribution de chèvres et de vaches laitières. Nous soutenons l'association Iterambere qui réalise des projets productifs et de renforcement de la confiance en soi et de la capacité associative destinés aux veuves. Une campagne destinée à changer les attitudes, croyances et coutumes discriminatoires envers la femme a été lancée. Avec le slogan *Nous pouvons*, la campagne se centre sur le changement des stéréotypes concernant les perceptions sociales du rôle de la femme servant à contrebalancer celui de l'homme.



Éthiopie

Les actions que nous avons réalisées dans le cadre du programme d'eau, d'hygiène et d'assainissement ont permis que les femmes et les filles consacrent uniquement 20 minutes à la collecte d'eau. Grâce à cela, les femmes peuvent consacrer le temps gagné à des tâches reproductives, pour commencer à s'impliquer dans les organes de gestion communautaires, et des activités productives qui leur permettent une plus grande indépendance économique. Les enfants, surtout les filles, ont pu augmenter le temps passé à l'école et à faire leurs devoirs scolaires. Depuis sa création, le programme a profité à 102 000 personnes dans 10 circons-

criptions. Dans la région somalienne, nous avons travaillé à mitiger les conséquences de la grave sécheresse, en soutenant plus de 320 000 personnes. Nos efforts sont centrés sur les réfugiés somaliens qui arrivent directement à la zone de Dolo Odo, poussés par la recrudescence du conflit en Somalie. Avec l'aide d'une organisation locale, nous avons vacciné 71 800 animaux contre les maladies qui frappent le plus souvent les troupeaux, nous avons ouvert sept nouveaux puits d'eau et nous avons réhabilité un autre centre déjà existant, avec pour objectif d'éviter de nouvelles pertes de bétail, principale source de revenus des communautés menacées.

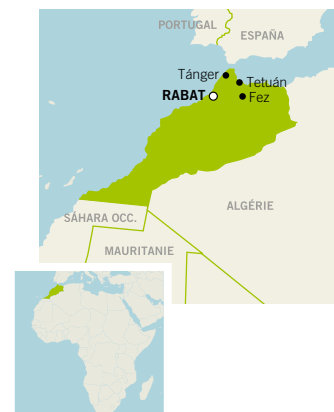


Maroc

Nous développons le programme d'éradication de la violence contre les femmes, qui dispose de centres d'attention, d'assistance juridique et de soutien psychologique. Nous avons travaillé de très près avec des ministères et des instances politiques pour l'application de la Stratégie nationale de lutte contre la violence. Notons aussi l'exécution d'un projet d'échange de connaissances entre des organisations sociales, qui nous a permis d'effectuer une auto-analyse des pratiques de lutte contre la violence sexiste. Nous estimons avoir fait prendre conscience à 3000 femmes de la possibilité d'exiger leurs droits,

et 400 hommes ont été informés sur la violence sexiste.

Nous soutenons 15 coopératives de femmes qui ont augmenté de 145% leur chiffre d'affaires. Les femmes qui travaillent dans les coopératives se sentent socialement plus autonomes dans leurs familles et élèvent leur rang social, jouissant d'une plus grande reconnaissance au sein de leurs communautés. Enfin, nous avons lancé une campagne qui a pour objectif principal la défense des droits des travailleuses agricoles de la fraise à Larache, au nord du pays.



© Pablo Tosco / 10

Mauritanie

Le contexte politique et l'instabilité institutionnelle ont affecté le travail que nous réalisons. Les réformes lancées pendant la brève période de transition démocratique de 2006 à 2008 ont été rapidement démantelées ou congelées par le nouveau gouvernement, proche des dirigeants militaires. Malgré tout, nous pouvons souligner quelques progrès dans la construction d'une citoyenneté active, comme la légalisation de la Fédération des organisations mauritaniennes de défense et de promotion des droits de l'Homme, après 20 années de lutte contre l'impunité et de soutien aux victimes de la répression de la dictature d'Ould Taya. De même, nous avons réussi

à progresser dans le renforcement des organisations de contrôle social visant une meilleure équité et transparence des politiques publiques sur les revenus pétroliers, ceux du gaz et ceux du budget national. Nous avons soutenu des centaines de femmes afin qu'elles améliorent leurs capacités à commercialiser du poisson. Un centre de traitement a été construit afin de rendre service à 300 femmes qui séchaient le poisson sur des plages dans de mauvaises conditions de sécurité et d'hygiène. Enfin, en milieu rural, nous organisons des séminaires sur la gestion des conflits entre agriculteurs et éleveurs au sujet des ressources.



Mozambique

Dans le domaine éducatif, plus de 4300 filles ont intégré et obtenu le niveau d'éducation primaire complète au sein des 30 écoles primaires dans lesquelles nous avons travaillé avec des conseils scolaires dans la province de Niassa. Ceci représente une augmentation par rapport à 2007, où 2782 filles avaient été enregistrées. L'alphabétisation de 413 adultes, dont 336 sont des femmes, a été réalisée. Nous avons contribué à la réhabilitation des centres et à l'élaboration du matériel éducatif.

Face à l'épidémie de choléra à Cuamba en août 2008, nous avons réagi en réhabilitant et en gé-

rant les points de distribution d'eau dans la zone affectée, en construisant plus de 500 toilettes familiales, en installant 34 toilettes publiques dans les zones les plus peuplées dépourvues d'infrastructures d'assainissement et en distribuant des kits d'hygiène à la population. De plus, nous avons mené à bien des activités de sensibilisation sur le bon traitement de l'eau et l'hygiène personnelle, à travers la diffusion de programmes radio ou des projets de prise de conscience de la population, réalisés par nos coopérants et les organisations locales avec lesquelles nous travaillons.



Soudan

Nous aidons 300 bergères à réduire leur dépendance au bétail en encourageant l'agriculture dans 660 foyers de l'État du Western Bahr el Gazal et dans 2000 foyers de personnes de retour sur le territoire, afin d'augmenter et de diversifier leur production agricole. La production de beurre de karité a donné du travail à 400 femmes, permettant d'augmenter les revenus familiaux, et dix magasins de récolte ont été créés.

Nous avons contribué à améliorer la qualification des institutrices et à sensibiliser la population aux droits des femmes, ce qui leur

permet d'être en concurrence au niveau des emplois dans de meilleures conditions d'égalité. 451 femmes et 275 hommes ont obtenu le niveau d'alphabétisation fonctionnelle. Côté action humanitaire, nous avons travaillé dans la sécurité alimentaire, l'eau, l'assainissement ainsi que la promotion de la santé publique, en aidant plus de 80 000 personnes dans le sud du Soudan, dans une région très isolée qui a subi la destruction et le déplacement de personnes après 25 ans de guerre.



Tanzanie

L'expérience d'une banque de céréales fonctionnant sans interruption depuis 2001 démontre que, en temps de crise alimentaire, les centres d'approvisionnement constituent une solution viable importante et l'un des principaux mécanismes de défense contre l'inflation. Les revenus des familles rurales augmentent aussi avec les centres puisqu'elles peuvent attendre de vendre les céréales à une période de prix favorables.

Dans les zones rurales de Morogoro, la production de poulet s'est imposée comme une

source de revenus pour plus de 650 paysans qui vendent déjà sur le marché local. La culture du tournesol pour la production d'huile a donné un nouvel espoir à plus de 1200 familles. En vendant de l'huile et pas seulement des graines, elles ont laissé derrière elles la dépendance à un seul produit et leurs revenus ont augmenté. De plus, elles peuvent à présent décider du prix en garantissant une production constante au moyen d'un marché collectif.



Tchad

Nous avons soutenu la création d'un nouveau centre d'approvisionnement et de commercialisation de céréales, activité générant des revenus pour le mouvement des femmes. Nous avons collaboré à un projet de défense des droits des femmes et de réduction de la discrimination socioéconomique. Nous avons réussi à introduire les propositions des organisations locales dans la nouvelle Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté, grâce à la mobilisation de la société civile. Lors du débat parlementaire, les députés se sont opposés à la tentative de démantèlement de la Loi 001 en vertu de laquelle la gestion des revenus pétroliers est

régulée, permettant que des fonds soient destinés à des projets de développement locaux et régionaux. Sans les connaissances accumulées des organisations que nous soutenons depuis des années, les députés n'auraient pas disposé des éléments nécessaires pour contrecarrer l'initiative présidentielle. À l'Est, dans les camps de réfugiés soudanais de Djabal et Goz Amer, nous fournissons de l'eau à 35 000 personnes. Nous développons une réponse articulée sur l'autogestion des camps, formant le peuple à des initiatives telles que la création de comités d'eau, d'assainissement et d'hygiène.



À travers le continent

PROGRAMMES RÉGIONAUX EN AFRIQUE

BONNE GESTION ET INDUSTRIES D'EXTRACTION

Nous avons obtenu l'adoption d'une politique régulant le secteur minier au niveau régional par le Conseil des ministres de la communauté des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). L'objectif est de créer pour le secteur un standard légal capable de neutraliser la dérégulation dans les pays et d'éviter la concurrence visant à attirer des investissements miniers, concurrence qui octroie des avantages abusifs aux entreprises. Une telle politique se centre davantage sur la défense de l'intérêt national des pays que sur l'intérêt privé, sur l'inclusion des mécanismes de consultation préalable des populations des zones minières, sur les mécanismes de surveillance environnementale et sur le caractère obligatoire de transparence dans les paiements et l'encaissement des impôts et taux d'intérêt.

JUSTICE ÉCONOMIQUE

Nous avons contribué à la mobilisation et à la sensibilisation de la population des pays d'Afrique de l'Ouest sur les risques qu'impliquent les Accords de partenariat économique (APE). La capacité de négociation de la société civile et des fonctionnaires de l'État a augmenté grâce aux études réalisées et diffusées. Par ailleurs, dans le cadre de la campagne *Justice économique*, nous avons travaillé pour un traitement spécial de l'agriculture, tout en démontrant son importance pour la région en général et pour la population la plus pauvre en particulier.

TRAVAIL HUMANITAIRE

Nous avons constaté une aggravation de la violence à l'est de la République Démocratique du Congo, fin 2008, provoquant la mort de milliers de victimes et le déplacement

de 250 000 autres personnes. Depuis Intermón Oxfam, nous amplifions notre réponse humanitaire afin d'assister les nouveaux déplacés et nous avons travaillé en collaboration avec des acteurs-clés internationaux dans le but de trouver des solutions à ce grave conflit.

Par ailleurs, en Somalie, le conflit interne est toujours responsable du déplacement de milliers de personnes internes qui se réfugient dans les pays voisins. À partir d'Intermon Oxfam, nous avons fourni une aide d'urgence aux personnes déplacées, situées le long de la route entre la capitale Mogadiscio et la population d'Affgooye.

COMMERCE ÉQUITABLE

Les plus de 600 000 euros dépensés en Afrique ont été majoritairement concentrés sur des produits alimentaires. Parmi eux, nous distinguons le changement de schéma que nous avons effectué avec l'approvisionnement de café en Ouganda. Nous avons commencé à acheter directement aux organisations rurales de commerce équitable, la logistique étant un peu plus compliquée, mais de sorte qu'une plus grande valeur revienne à la population destinataire. Ankole Coffee Producers est une association qui regroupe dix coopératives de premier degré dans le sud-ouest du pays. En pariant sur cette organisation, nous fournissons plus de ressources et d'autonomie aux familles rurales, de façon à ce qu'elles aient plus de contrôle sur leurs moyens de subsistance et que ces derniers soient plus durables.

Au total, nous avons augmenté de 25 à 27 le nombre de groupes de producteurs africains avec lesquels nous avons travaillé lors du dernier exercice, répartis à travers l'Afrique du Sud, le Kenya, le Burkina Faso, le Ghana, la Tanzanie, l'Ouganda, le Cameroun, la Côte d'Ivoire, l'Éthiopie, le Mozambique, le Maroc et le Nigeria.

Amérique



© Intermon Oxfam

Bolivia

Les communautés indigènes représentent plus de 60% de la population du pays. Notre objectif principal consiste à consolider la capacité de dialogue et nous avons réussi un renforcement politique et organisationnel de l'Assemblée du peuple guarani d'Itika Guasu pour la négociation avec Repsol YPF. Il en a résulté l'adoption d'un nouveau modèle de gestion des ressources naturelles dans les zones indigènes. Nous avons contribué à introduire l'importance de la transparence et du contrôle social dans la gestion de la rente gazière dans l'agenda public du pays et de trois départements producteurs d'hydrocarbures.

Nous avons encouragé l'introduction des propositions des organisations sociales sur la terre, le territoire et l'accès aux ressources naturelles dans la nouvelle Constitution politique de l'État, adoptée par référendum en janvier 2009. Parmi les actions conçues dans l'objectif de garantir des moyens de subsistance durables pour les populations paysannes, citons l'implantation d'une usine de transformation des fruits tropicaux par déshydratation, d'une usine d'approvisionnement et d'élaboration de pâte de cacao et d'un abattoir de volailles et de porcs.



Brésil

Nous avons œuvré pour assurer la prévention, l'attention, l'accompagnement, le conseil juridique et le soutien psychologique aux femmes victimes de violence. Soulignons le travail mené en partenariat avec le Centro de Mulheres do Cabo qui s'est servi du microcrédit pour combattre la violence sexiste intrafamiliale. Nous avons réussi à associer des politiques publiques luttant contre la violence sexiste avec des organisations féministes. 200 familles ont bénéficié d'investissements publics dans des infrastructures et services urbains d'assainissement environnemental et de logement, grâce aux actions luttant pour exiger leurs droits

et à l'usage d'instruments juridiques de la part des organisations sociales. Notre travail dans la région de Zona da Mata Pernambucana, dominée par un modèle agricole insuffisant, a consolidé les pratiques agro-écologiques et les processus pédagogiques liés à l'échange de connaissances traditionnelles et d'alternatives durables, prodiguant une plus grande autonomie aux familles agricoles. Le coopérativisme et l'assistance technique, sociale et environnementale, ont contribué à la diversification de la production dans les zones de culture et ont garanti la sécurité alimentaire et la génération de ressources dans le nord-est du pays.



Colombie

L'organisation Route pacifique des femmes est parvenue, avec notre soutien, à promouvoir un arrêt de la Cour Constitutionnelle ordonnant au gouvernement la création de 13 programmes d'attention aux femmes déplacées en raison de conflit domestique, ainsi que des enquêtes sur des cas de violence sexuelle. Une autre réussite dans le domaine de la défense des droits des femmes est le lancement de la campagne *La violence contre les femmes ne fait pas de toi un champion*, dont l'objectif est de sensibiliser la société en général au problème de la violence liée aux inégalités entre les sexes. Dans le cadre du travail consacré aux droits civils et politiques,

nous avons permis aux victimes bénéficiaires de réclamer leur droit à la vérité, à la justice et à la réparation, grâce à 622 conseils individuels et 1647 conseils de groupes. Au fil de l'année, nous avons constaté que la participation citoyenne améliore les projets sociaux dans les zones urbaines marginales. C'est le cas de la table de travail des coteaux orientaux à Bogotá, qui a gagné une visibilité en tant qu'interlocutrice de thèmes culturels et environnementaux avec la mairie locale, parvenant à faire reconnaître par les communautés le processus de participation dans les négociations avec les institutions de la capitale.



Cuba

Nous travaillons en partenariat avec six autres affiliés de la confédération Oxfam International sur cinq grands axes. Nous soutenons la production d'aliments sains destinés à la consommation locale. Nous promouvons la participation plus équitable des femmes au sein des organisations rurales mixtes. Nous contribuons à la formation locale de dirigeants engagés, actifs et compétents, dans la transformation constructive de leur milieu. Nous sensibilisons des hommes et des femmes à la violence contre les femmes et nous créons un plus haut niveau de connaissance et de refus face à ce phénomène.

En matière d'action humanitaire, nous renforçons les capacités de préparation aux fréquentes catastrophes naturelles des organisations sociales, et nous offrons notre assistance lorsque les dégâts dépassent les possibilités locales de réponse. Le passage des ouragans Ike et Paloma a frappé plus de 500 000 logements et provoqué de graves destructions dans les zones rurales et urbaines. Nous œuvrons pour améliorer les conditions de vie des habitants dans 10 municipalités, à travers une meilleure disponibilité et une plus grande diversité des aliments, et nous visons la réhabilitation agricole de 82 coopératives.



Équateur

Un travail intense effectué par les organisations sociales que nous soutenons, principalement indigènes et paysannes, a permis d'introduire le droit humain à l'eau dans la Constitution, adoptée en septembre 2008, suivi par un processus de proposition de loi visant à consolider ce principe constitutionnel.

Grâce à notre soutien, l'accent a été mis sur l'inégalité entre les sexes dans la loi sur la souveraineté alimentaire et une enquête a été menée pour savoir si les femmes sont propriétaires des terres qu'elles cultivent.

Nous avons permis aux familles paysannes de la zone andine d'exploiter leurs ressources naturelles de manière durable, à travers la production agro-écologique et l'usage adéquat des sols. Nous avons soutenu la conformation du collectif social Assemblée nationale des femmes populaires diverses, qui tente d'adresser ses requêtes à l'État et à la société. Nous avons créé des espaces pour permettre aux organisations de participer au processus de négociation d'accords commerciaux avec l'Union Européenne.



Guatemala

Nous avons sensibilisé des membres de l'État pour que les femmes mayas, notamment celles qui souffrent de violence sexiste, puissent avoir un accès effectif à la justice. Nous avons également œuvré, main dans la main avec des organisations de femmes et des instances publiques, en faveur d'une participation plus importante des femmes dans les sphères locales et départementales et de l'encouragement de leur leadership.

Le soutien que nous apportons aux petits producteurs de café a permis de stabiliser les exportations de grains vers l'Espagne, selon

les critères du commerce équitable. Parmi les autres bons résultats de commercialisation de produits agricoles, citons le projet de commercialisation directe du maïs dans la coopérative Nouvel Horizon. Au sein de cette même coopérative, un groupe de femmes gère avec succès une ferme de poules pondeuses. Nous avons lancé la campagne *Allons à l'essentiel*, par laquelle nous visons une augmentation des investissements directs de l'État dans l'agriculture, surtout dans le secteur du maïs. Nous avons réussi à élaborer une proposition de loi sur le développement rural intégral, afin de focaliser le soutien sur l'économie paysanne.



Haïti

Grâce à notre appui au réseau des associations coopératives de commercialisation des produits agricoles du Bas-Artibonite, qui rassemble 1700 riziculteurs, des progrès ont été observés dans la production et la commercialisation du riz, comme en témoigne la production des grains de riz de meilleure qualité qui doublent le rendement des rizières. Bon nombre d'entre eux ont été formés afin de soutenir les autres cultivateurs et diffuser des techniques de production. Au niveau urbain, nous avons mis en place des formations professionnelles en vue de réduire la violence au sein de la population jeune du quartier de Martissant, à Port-au-Prince, et nous avons favorisé la créa-

tion de micro-entreprises dans des secteurs tels que le textile, la métallurgie et la construction, au bénéfice de 1842 jeunes. Notre réponse humanitaire au passage des trois ouragans, entre août et septembre 2008, visait à garantir l'accès à l'eau potable pour 31 800 personnes. Nous avons distribué 386 kits de propreté aux familles et nous avons loué des excavateurs et des camions pour l'évacuation de la boue. Enfin, nous avons distribué 2218 autres kits d'hygiène et nous avons mis en place des sessions de sensibilisation autour de chaque point d'eau accessible au public, dans le but de montrer à la population la relation entre l'hygiène, l'eau et la santé.



Nicaragua

Parmi les succès obtenus par les organisations sociales que nous soutenons, soulignons l'accès des femmes à des charges municipales et leur participation aux conseils municipaux. La loi d'égalité des chances, qui ordonne la définition d'une politique sur l'égalité des sexes au niveau de chaque entité ministérielle, est entrée en vigueur. Dans le cadre des activités d'échange de connaissances et d'apprentissage menées par Oxfam International et ses 4000 membres locaux, nous avons organisé une rencontre entre les organisations sociales du pays, le Brésil et l'Éthiopie, qui a débouché sur l'élaboration du document *Comment intégrer la perspective*

d'égalité des sexes dans les pratiques agricoles. Nous avons contribué à améliorer le niveau des revenus des familles productrices de café, à travers l'augmentation du prix de vente du grain (les organisations ont réalisé des ventes à un prix 21% supérieur au prix moyen national) et grâce à la diversification, qui concerne 17% des ressources des caféiculteurs. Nous avons consolidé la capacité de Cafénica pour représenter les petits producteurs devant le gouvernement, ainsi que les alliances avec des organisations de la région pour parvenir au commerce équitable (le prix minimal est passé de 21 à 26 dollars, la prime sociale de 5 à 10 dollars).



Paraguay

Nous avons contribué à promouvoir les mesures fiscales sur le soja et sur la terre, avec l'intention d'obtenir des investissements publics de l'agro-commerce dans l'agriculture paysanne. Dans le cadre de notre travail consacré à la sécurité alimentaire, nous constatons que 1500 familles ont obtenu un meilleur accès et une production d'aliments sains et de qualité. Au moyen d'infrastructures et de transports, nous avons aidé 220 familles à participer à des foires de commercialisation locales. Enfin, nous nous sommes penchés sur 30 cas de propriété de terres, afin d'obtenir une plus grande stabilité et enracinement pour les populations locales. Nous avons observé des

progrès dans le cadre de notre travail consacré à la défense des droits des peuples indigènes. À travers leurs associations, ils font le suivi des propositions de loi, des projets de grande envergure et d'autres politiques publiques qui les touchent. Nous œuvrons pour permettre à huit communautés du groupe ethnique des Pai Tavyterá, implantées dans le département d'Amambay, de faire reconnaître leur droit de vivre sur leurs terres sacrées et ancestrales. Nous avons réussi à leur garantir une protection contre l'expulsion. Les femmes des peuples indigènes sont consultées et participent à l'élaboration de programmes et de projets de développement.



© Ricardo Landetta / 10

Pérou

La loi sur l'artisanat et le développement de l'activité artisanale a été votée, après une intense collaboration entre des corporations d'artisans et des institutions spécialisées et grâce au travail d'incidence réalisé auprès de différents congressistes de la République. Par ailleurs, dans le secteur agraire, nous avons contribué à mettre sur pied la campagne *Initiative andine*, dont l'objectif est que les petits producteurs bénéficient de conditions équitables pour commercialiser la pomme de terre andine. L'une des stratégies de cette campagne, qui a été adoptée par des acteurs publics et privés, vise à élaborer un sceau de certification distinguant les pommes de terre

produites selon des critères de responsabilité sociale. Un exemple des bonnes expériences de production est le projet que l'organisation CEDAP maintient à Ayacucho, avec notre soutien. Il consiste à promouvoir des initiatives agro-écologiques en mettant l'accent sur la conservation des sols et l'amélioration des pâturages, à partir d'une méthodologie originale : des concours qui récompensent les meilleures pratiques agricoles et d'élevage. Ce concours a entraîné de véritables changements, observables sur des dizaines de kilomètres, dans la zone. Vu leur succès, une autre organisation souhaite l'appliquer dans le département voisin de Huancavelica.



République dominicaine

Les principales organisations paysannes ont obtenu la modification de la loi qui régit la politique agraire sur la défense des intérêts des producteurs. Grâce à notre soutien, les organisations Unacafen et Fedecares sont parvenues à ce que l'État donne priorité aux investissements dans les communautés productrices de café et fournisse des fonds pour la construction ou la réparation de routes dans les plantations de café. En outre, elles ont construit un torréfacteur et trois infrastructures destinées à convertir le café cerise en café sec. Sept organisations comptent déjà leur propre marque de café torréfié et moulu, afin de l'intégrer dans le secteur

touristique. Elles ont réussi à augmenter l'exportation de café de 5000 à 9700 quintaux, en 2008, dont 100% fut vendu dans le commerce équitable et 30% dans le commerce organique. Des progrès sont observés dans la prévention de catastrophes causées par les ouragans qui frappent l'île chaque année. Grâce à l'effort des communautés et de plusieurs organisations de coopération internationale, en coordination avec l'État, nous avons réussi à améliorer les capacités communautaires dans les zones présentant un risque élevé. Par ailleurs, des systèmes d'alerte préventive ont été créés et des travaux d'infrastructure réalisés.



À travers le continent

COMMERCE ÉQUITABLE

L'Amérique reste notre principale source d'achats de produits du commerce équitable, avec plus de 1 200 000 euros répartis entre 45 groupes de producteurs issus du Pérou, de l'Équateur, du Nicaragua, de Bolivie, du Guatemala, du Chili, du Costa Rica, du Mexique, du Brésil, de Cuba, de la République dominicaine, du Honduras et du Paraguay, selon le volume d'achat.

Cette année a été principalement marquée par le travail lié à l'orientation d'achats de produits du commerce équitable vers l'égalité des sexes, surtout avec des groupes de producteurs issus du milieu rural, aussi bien artisans que paysans. Nous essayons de favoriser une approche

accordant plus de droits aux femmes et leur garantissant un meilleur contrôle de leurs vies, en vue d'éviter la diminution de leurs droits. En Équateur, au Guatemala, au Nicaragua et au Pérou, nous avons tenté de favoriser directement les groupes partageant ce point de vue et nous travaillons avec eux sur de nouvelles formules permettant d'atteindre le binôme commerce équitable-égalité des sexes.



Asie



© Pablo Tosco / 10

Inde

Tous les affiliés d'Oxfam International ayant travaillé en Inde (Oxfam Australie, Oxfam Grande-Bretagne, Oxfam Hong Kong, Oxfam Novib et Intermón Oxfam) ont contribué à la création d'Oxfam Inde. Nous avons transféré notre personnel, des programmes de coopération, des actifs et des revenus financiers au nouveau membre de la confédération. Nous avons fixé une période de transition de 25 mois, à partir du 1er septembre 2009, prévue pour que chaque affilié fasse le suivi de ses projets et engagements financiers. Ainsi, les organisations locales qui travaillent avec nous savent qu'Oxfam Inde bénéficie toujours de notre soutien et que les projets accordés seront menés à bien.

Grâce à nous, de plus en plus de personnes ou de foyers ont légalisé ou suivent un processus de légalisation de leurs terres, aussi bien au nom de l'époux que de l'épouse, pour que celles-ci deviennent copropriétaires des terres, un changement qui rompt avec une tradition discriminatoire du pays. Soulignons le travail de pression politique effectué par les organisations sociales, en particulier le mouvement JAA dirigé par Eknath Awad, qui a réussi à introduire la question de l'accès aux terres des castes les plus basses (les Dalits) dans l'agenda de nombreux politiciens et dans les moyens de communication. C'est par son influence que les Dalits ont eux-mêmes sollicité le soutien des organisations sociales dans ce processus.



À travers le continent

TRAVAIL HUMANITAIRE

Nous avons porté assistance aux victimes du cyclone Nargis, à Myanmar, et à celles du séisme qui a frappé le sud-ouest de la Chine, deux catastrophes survenues en mai 2008. Notre action en Chine a consisté à distribuer de l'eau potable, des kits d'hygiène, des médicaments et des toilettes portables à plus de 600 000 personnes de la province de Sichuan, la plus touchée par le séisme. À Myanmar, nous avons aidé les survivants au cyclone à travers des organisations locales et internationales.

Par ailleurs, en Palestine, nous avons facilité l'accès à l'eau et l'assainissement à des personnes de la bande de Gaza et de Cisjordanie, en plus de collaborer à des projets de moyens de vie durables. Nous avons également soutenu la société civile dans le but de mettre fin au blocus de Gaza. En Iraq, nous avons travaillé à dénoncer les difficultés vécues par les femmes irakiennes dans le contexte de guerre du pays. En Afghanistan, nous avons exercé une pression politique afin de trouver des solutions à l'instabilité dans laquelle le pays est actuellement plongé et nous avons continué de travailler avec des organisations locales sur des projets de moyens de vie. Enfin, au Pakistan, nous avons assisté des milliers de personnes internes déplacées, fuyant la violence des conflits dans la vallée de Swat.

COMMERCE ÉQUITABLE

Nos achats en Asie se sont maintenu légèrement en-dessous de 1 200 000 euros pendant cet exercice. Ils ont été répartis entre 36 groupes de producteurs issus d'Inde, du Bangladesh, du Népal, des Philippines, d'Indonésie, du Sri Lanka, de Thaïlande, de l'île Maurice, du Laos, de Palestine, du Pakistan et du Vietnam, du plus grand au plus petit volume d'achat.

Cette année a été marquée par le travail de renforcement mené avec plusieurs organisations d'artisans et artisanes d'Inde à partir du diagnostic organisationnel que nous avons développé l'année précédente. Grâce à cette collaboration, des organisations telles que Creative Handicrafts ou Asha –ayant toutes deux leur siège à Mumbai– œuvrent en se consacrant davantage à la qualité des processus. Notre évaluation a également été très positive et nous espérons pouvoir étendre ces diagnostics et les prochains plans d'amélioration aux autres groupes de producteurs de commerce équitable avec lesquels nous travaillons, pour les années à venir.



© Pablo Tosco / 10

Les comptes clairs

Grâce à la confiance placée en Intermón Oxfam, nous avons pu gérer plus de 72 millions d'euros, entre le 1er juillet 2008 et le 30 juin 2009. 66% des recettes sont de source privée, à savoir des dons, héritages, patrimoines, ventes et revenus financiers ; les 34% restants sont de source publique, principalement de la contribution des Administrations autonomiques et locales.

Recettes

EXERCICE
2008-2009

RECETTES PRIVÉES 48 056

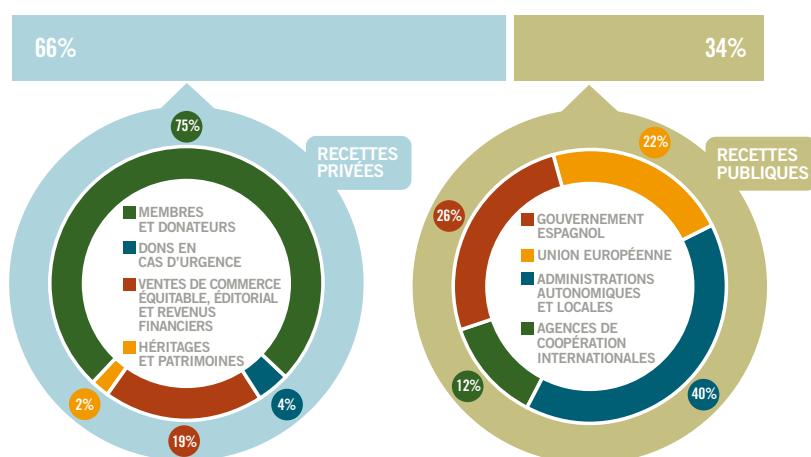
► Membres et donateurs	36 077
► Dons en cas d'urgence	2023
► Ventes de commerce équitable, éditorial et revenus financiers	8997
► Héritages et patrimoines	959

RECETTES PUBLIQUES 24 267

► Gouvernement espagnol	6367
► Union européenne	5317
► Administrations autonomiques et locales	9702
► Agences de coopération internationales	2881

TOTAL RECETTES 72 323

Comment nous obtenons les recettes



Dépenses

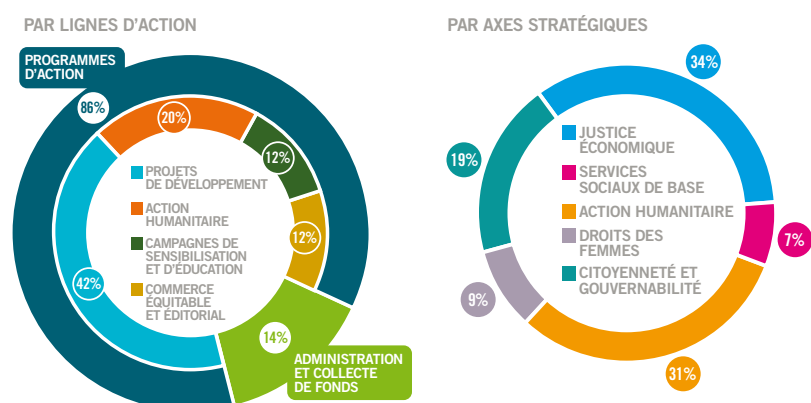
PROGRAMMES D'ACTION 62 188

► Coopération internationale	44 536
Projets de développement	23 432
Action humanitaire	11 555
Gestion technique, suivi sur le terrain et évaluation	9549
► Campagnes de sensibilisation et d'éducation	8625
► Commerce équitable et éditorial	9027

ADMINISTRATION ET COLLECTE DE FONDS 10 213

TOTAL DÉPENSES 72 401

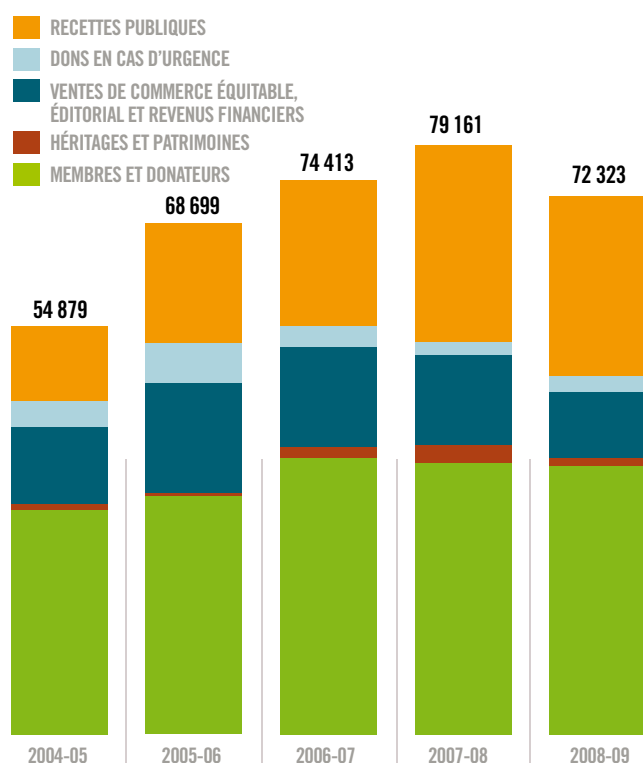
Comment nous distribuons nos fonds



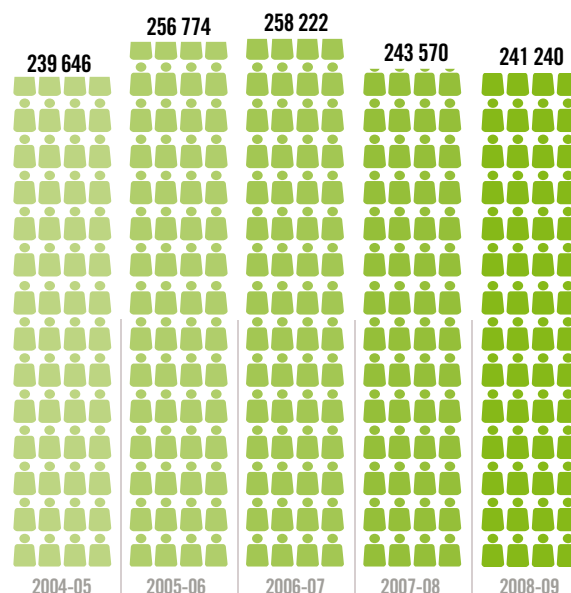
Résultat -79

(en milliers d'euros)

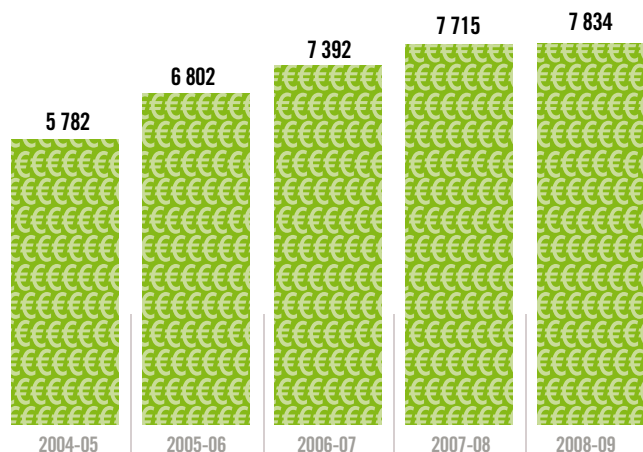
ÉVOLUTION DES FONDS (EN MILLIERS D'EUROS)



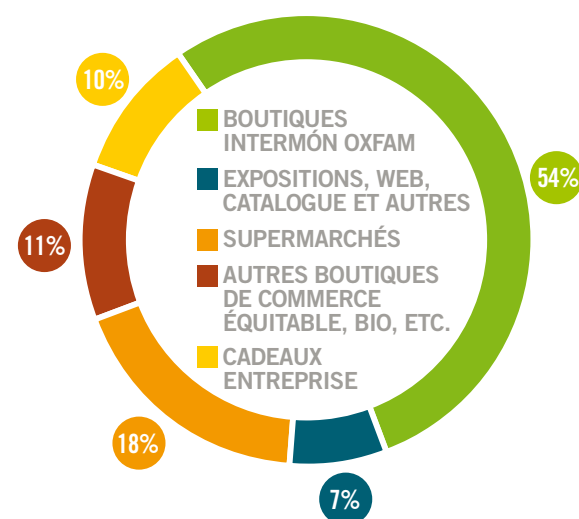
ÉVOLUTION DES MEMBRES ET PARTENAIRES ÉCONOMIQUES



ÉVOLUTION DES VENTES DU COMMERCE ÉQUITABLE (EN MILLIERS D'EUROS)




CANAUX DE VENTE DE COMMERCE ÉQUITABLE



NOS CHIFFRES EN DÉTAIL

L'exercice 2008-2009 a été marqué par une réduction des recettes de l'institution de 6,8 millions d'euros par rapport à l'année précédente, soit une baisse de 9%. Malgré une tendance de croissance soutenue depuis la création de l'organisation, c'est la troisième fois dans son histoire qu'Intermón Oxfam accuse une diminution des recettes, conséquence de l'actuelle situation de crise économique, comme ce fut également le cas en 1993 et en 2000. Cette perte se doit principalement à une plus faible collecte de fonds publics, la réduction des revenus financiers, des patrimoines et surtout des apports des entreprises, dont la majorité

n'ont cessé de collaborer malgré leur situation précaire mais se sont vues obligées de diminuer la quantité de leurs dons. Dans ce contexte difficile, il convient de mentionner et de reconnaître l'engagement et l'effort de tous nos partenaires, qui ont maintenu leurs apports et leur soutien à l'institution. De même, remarquons les strictes politiques de contention et d'ajustement des dépenses que nous avons établies. Tout cela nous a permis de conclure un exercice très difficile sur un résultat pratiquement équilibré, qui comporte un déficit de 79 000 euros de pertes dans son bilan.

 Consultez ou téléchargez nos comptes annuels complets, ainsi que le Rapport annuel en anglais et en français sur www.IntermonOxfam.org/rindiendocumentas.

Garanties de transparence et de bonnes pratiques

Notre travail est soumis à des contrôles réguliers. Pour commencer, en tant que fondation dont le siège social se situe à Barcelone, nous rendons des comptes au Protectorat de **Fondations de la Generalitat de Catalogne**. De plus, nous sommes soumis à un audit externe annuel réalisé par **Alicain y Riba Auditores** (dont la première page, que nous présentons à la page suivante, peut être consultée intégralement sur notre site Web).

Par ailleurs, en tant que récepteurs de fonds publics, nous sommes sujets à la loi des subventions et au contrôle des Administrations publiques nationales et internationales qui

nous accordent de l'aide. Ainsi, en guise d'exemple, nous avons autant été audités par l'**Union européenne** que par l'**Agence espagnole de coopération internationale** pour le développement. De même, les principaux donateurs privés, comme les grandes caisses d'épargne, exigent d'obtenir des redditions de comptes périodiquement et parfois de visiter les projets directement.

S'ajoute à cela l'analyse de notre activité que la **Fundación Lealtad** réalise annuellement et qui peut être consultée sur www.fundacionlealtad.org.

Codes souscrits

À Intermón Oxfam, nous avons publiquement assumé les engagements suivants ayant des implications du point de vue de la responsabilité sociale : Code de conduite lors des opérations de secours en cas de catastrophe pour le Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge ainsi que les organisations internationales non gouvernementales (OING), Contrat humanitaire d'Oxfam International, Charte humanitaire du projet Sphère, Charte des responsabilités des OING, Code de conduite des ONG et son Outil de transparence des ONG de la Coordination espagnole des organisations non gouvernementales (ONG) pour le développement,

Principes de l'Organisation mondiale du commerce équitable et Code de conduite pour le développement du Fundraising en Espagne. En outre, nous nous basons sur une politique de responsabilité sociale organisationnelle, une politique de transparence et de reddition des comptes et un code de conduite propres ; adhère à ce dernier toute personne faisant partie de notre équipe opérative et définissant ses responsabilités (et limites) dans l'exercice de son travail au sein de l'organisation. Notre patronat est également régi par un code de bon gouvernement. Tous ces documents sont disponibles sur notre site Web.

Travail ensemble

En tant que membres d'**Oxfam International**, nous travaillons en étroite collaboration avec les 13 autres membres de la confédération. Nous faisons aussi partie de plusieurs alliances, convaincus que, en joignant nos efforts à ceux des autres organisations, nous pourrions mieux réagir à la pauvreté et à l'injustice. Ainsi, nous sommes membres fondateurs de l'**organisme coordinateur national d'organisations non gouvernementales pour le développement** (CONGDE) et nous participons aux coordinations d'ONG provenant des 17 communautés autonomes d'Espagne.

Dans le domaine de l'action humanitaire, nous sommes membres du **Conseil du projet Sphère**, qui régit les normes

minimales de réponse humanitaire en cas de catastrophe, et membres d'**ECHO** (Service d'aide humanitaire de la Commission européenne), avec qui nous avons signé le FPA (Accord-cadre de Collaboration, en sigles anglais), lequel définit les rôles et responsabilités dans la mise en œuvre des opérations humanitaires financées par cet organisme.

Dans le domaine du commerce équitable, nous faisons partie de l'**organisme coordinateur étatique du commerce équitable**, de l'**Association européenne** (EFTA), de la **Fédération Internationale** (IFAT) et du **Réseau européen des magasins du monde** (NEWS). De plus, depuis 1995, nous constituons un organisme consultatif du **Conseil économique et social des Nations Unies**.

RAPPORT D'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

À l'attention des administrateurs de la Fondation Intermón Oxfam

1. Nous avons audité les comptes annuels de la Fondation Intermón Oxfam, qui comprennent le bilan de situation consolidé au 30 juin 2009, le compte de pertes et profits, l'état des changements dans le patrimoine net, l'état des flux d'effectif et le rapport correspondants à l'exercice annuel achevé à ladite date, dont la formulation est de la responsabilité des administrateurs de la Fondation. Notre responsabilité se limite à exprimer une opinion sur lesdits comptes annuels consolidés dans leur ensemble, basée sur le travail effectué en accord avec les normes d'audit généralement acceptées, qui requièrent l'examen, par le biais de preuves sélectives, de l'évidence justificative des comptes annuels et l'évaluation de leur présentation, des principes comptables appliqués et les estimations réalisées.
2. Les administrateurs présentent les comptes annuels conformément à la législation en vigueur, sans inclure dans cet exercice les chiffres comparatifs correspondants à l'exercice précédent, n'étant pas requis par ladite législation. Notre avis concerne exclusivement les comptes annuels de l'exercice annuel clos le 30 juin 2009. À la date du 22 décembre 2008, nous avons présenté notre rapport d'audit accompagné des comptes annuels de l'exercice annuel clos le 30 juin 2008, en accord avec les principes et normes comptables généralement acceptés par la réglementation en vigueur dans ledit exercice, pour lequel nous exprimons un avis favorable.
3. Les comptes annuels de l'exercice annuel clos le 30 juin 2009 ci-joints sont les premiers que la Fondation Intermón Oxfam prépare en application du Plan général de comptabilité approuvé par le décret royal 1514/2007. Dans ce sens, en accord avec ce qui est établi dans la section 1 de la quatrième disposition transitoire de ce décret royal, ces comptes ont été considérés en tant que comptes annuels initiaux, étant donné qu'ils ne comprennent pas les chiffres comparatifs de l'exercice précédent. Au vu de la note 3 du rapport ci-joint, "aspects dérivés de la transition aux nouvelles normes comptables", le bilan et le compte de pertes et profits sont compris dans les comptes annuels consolidés de l'exercice annuel clos le 30 juin 2008, formulés en application du Plan général de comptabilité en vigueur lors de cet exercice et accompagnés d'une explication sur les principales différences entre les critères comptables et actuels, ainsi que l'ampleur de l'impact produit par cette variation des critères comptables dans le patrimoine net à la date du 1er juillet 2008, date de transition.
4. À notre avis, les comptes annuels consolidés de l'exercice annuel clos le 30 juin 2009 reflètent, dans tous les aspects significatifs, l'exacte image du patrimoine et de la situation financière de la Fondation Intermón Oxfam à la date du 30 juin 2009, ainsi que des résultats de ses opérations, des changements dans le patrimoine net et des flux d'effectif correspondants à l'exercice annuel clos à cette date, et contiennent l'information nécessaire et suffisante pour son interprétation et compréhension adéquate, en accord avec les principes et normes d'audit généralement acceptés appliqués uniformément.
5. Le compte-rendu de gestion joint au rapport concernant l'exercice annuel clos le 30 juin 2009 contient les explications que les administrateurs considèrent opportunes sur la situation de la Fondation, l'évolution des affaires et sur d'autres sujets, et ne fait pas partie intégrante des comptes annuels. Nous avons vérifié que l'information comptable contenue dans ledit compte-rendu de gestion concorde avec celle des comptes annuels de l'exercice annuel clos le 30 juin 2009. Notre mission en tant qu'audit se limite à la vérification la concordance entre le compte-rendu de gestion et l'information comptable mentionnée dans le même paragraphe et n'inclut pas la révision de l'information distincte de celle obtenue à partir des registres comptables de la Fondation.

Fait à Barcelone, le 5 janvier 2010

Alcain y Riba auditores, S.L.P



Xavier Alcain Pla
Associé – Expert-comptable

Entreprises et institutions privées partenaires

À Intermón Oxfam, nous collaborons avec des entreprises, des entités financières, des fondations et des institutions privées qui partagent nos valeurs de justice, de solidarité et de paix.

Merci aux entreprises, fondations et entités qui nous accompagnent dans notre lutte contre la pauvreté



Et merci aux 1918 entités, entreprises et groupes, que nous ne pouvons pas tous citer

ESADE

Universidad Ramon Llull

**CLIFFORD
CHANCE****Triodos Bank****Natura Bissé**
Barcelona**InfoJobs.net****DOGA****OBRA SOCIAL CAIXA GALICIA**

OBRAS SOCIALES

**FLUIDRA****IEF**
INSTITUT D'ESTUDIS FINANCERS**Alcatel-Lucent****élogos****TOUS**

Merci à tous ceux qui ont rendu possible le travail d'Intermón Oxfam cette année : grâce à votre soutien aux campagnes de collecte de fonds, à l'éditorial, au commerce équitable, à une Journée pour l'espoir, et grâce à l'apport de biens et services, conseils ou financement à des projets de développement ou d'urgence.

ACUAMED • ADIQUIMICA S.A. • ANTONI PONS S.A. • AREA METROPOLITANA DE BARCELONA MANCOMUNITAT DE MUNICIPIS • AROFISH S.L. • AROPECA S.A. • ASCENSORES ENOR S.A. • AUTORITAT PORTUARIA DE BARCELONA • AVANT TY ARYBER S.L. • BANSABADELL PENSIONES S.A. • BBK • BELLSOLÀ S.A. • BIOIBERICA S.A. • BON PREU S.A. STAT UNIPERSONAL • C R DEL MEDITERRANEO RURALCAJA • C. GRAL DE A. DE GRANADA • CAFETERIA ARMENIA S.L. • CAIXA DE CATALUNYA GESTIO SGIIC S.A. • CAJA MADRID MEDIOS DE PAGO • CARNICAS FRIVALL S.L. • CASAL GENT GRAN DE TORELLO • CECU SOLAR S.L. • CEMENTOS PORTLAND VALDERRIVAS S.A. • CIRQUE DU SOLEIL PRODUCTIONS B. V. • CISCO SYSTEMS & GLOBAL IMPACT • CNH MAQUINARIA SPAIN S.A. • COLEGIO DE INGENIEROS AGRONOMOS ANDALUCIA • COMINDEX S.A. • CONDIS SUPERMERCATS S.A. • CONEXION S.C.P. • CONTRUCCIONES METALICAS COMANSA S.A. • CORREOS • CUATRECASAS, GONÇALVES PEREIRA • DISIMOB 2000 S.L. • DISTERRI S.A. • EDITORIAL FUNDAMENTOS S.L. • EMAFESA EMPRESA MIXTA DE AUGAS DE FERROL • ERGO VIDA • EROSKI S.C. • ESTABLECIMIENTOS MARAGALL S.A. • ESTELS 98 S.L. • FONAMENTS S.A. • FR MEYER'S SOHN GMBH CO KG • FRESHFIELDS BRUCKHAUS DERINGER LLP • FUJITSU ESPAÑA SERVICES S.A. • FUNDACIÓ CAIXA SABADELL • FUNDACIÓ JAUME ESPONA • FUNDACIÓ JESÚS SERRA • FUNDACIÓ MARIA FRANCISCA DE ROVIRALTA • FUNDACIÓN AISGE • FUNDACIÓN CAJA GRANADA • FUNDACIÓN CANARIA NARANJO GALVÁN • FUNDACIÓN GENERAL UNIVERSIDAD COMPLUTENSE MADRID • FUNDACIÓN PRIVADA RENTA CORPORACIÓN • FUNDACIÓN REPARTO SOLIDARIO BANAKETA FUNDAZIOA • GESTIÓN HOTELERA DEL NO-ROESTE S.L. • GIRNET INTERNACIONAL S.L. GRUP GIRÓ • GLASS POINT S.C.M. • GLOBAL ESTRATEGIAS S.L. • GRUPO FERROVIAL S.A. • GRUPO JOLY • HERALDO DE ARAGÓN • HERMES EDITORA GENERAL S.A. • HOTEL MAJESTIC • HUERTA DE LA RETAMOSA • HYDRO ALUMINIO LA ROCA S.A. • IBERCAJA OBRA SOCIAL Y CULTURAL • ILUSTRE COLEGIO DE ABOGADOS DEL SEÑORÍO DE VIZCAYA • INFOJOBS • INGENIERÍA CIVIL INTERNACIONAL • INPROQUISA S.A. • INSTITUTO MUNICIPAL DE EMPLEO Y FORMACIÓN EMPRESARIAL AYUNTAMIENTO DE JAÉN • INVERCAIXA GESTIÓN • INVERSIONES Y PATRIMONIO CASTELLANA S.A. • JIMÉNEZ Y ASOCIADOS ABOGADOS Y ECONOMISTAS • JOSÉ LUIS MORENO MORE • JUAN RAMÓN PUERTAS HERNÁNDEZ S.L. • LA VANGUARDIA • LAB CIRCUITS S.A. • LABORATORIOS DEL DR ESTEVE S.A. • LOS LEANDROS SOLARES S.L. • MANINSELEC S.L. • MERCABARNA • MOBY DICK CLUB (LA LENTEJA S.L.) • MOLDTRANS • NEOPLASTICA ESPAÑA S.A. • NETQUEST • NEXO S. C. AND • NH HOTELES • OBRA SOCIAL CAIXANOVA • OLYMPUS OPTICAL ESPAÑA S.A. • ORIENTACIÓN Y CONFIGURACIÓN DE SOLUCIONES S. L. • OTO S.L. • PERFUMES Y DISEÑO • PRODUCCIONES COME Y CALLA • PULSO INFORMÁTICA S.L. • RENFE • SINERGÉTICAS DE MONTAJES S.A. • SOCIAL BID • SOCIEDAD ESPAÑOLA DE RADIODIFUSIÓN • SORLI DISCAU, S.A. • SUPERMERCADOS SABECO S.A. • TEATRO ESCALANTE • TERESA Y JOSÉ PLANA EMPRESA PLANA S.L. • TERMOPACK S.L. • THE IRISH ROVER (EL GARBANZO S.L.) • TMB • TOLDOS MOÑITA • TOSA FOUNDATION • TRANSCOM WORLDWIDE SPAIN S.L. • UNITRONICS COMUNICACIÓN • UNIVERSIDAD POLITÉCNICA DE MADRID • UNIVERSITAT ROVIRA I VIRGILI BIBLIOTECA SERVEI D'ADQUISICIONS • UPONOR HISPANIA SAU • VIATGES IBÈRIA S.A.

et qui nous avez prêté main forte dans notre combat contre la pauvreté et l'injustice.

Co-financiers publics

Nous souhaitons remercier toutes ces institutions pour la confiance qu'elles ont placée dans notre organisation et pour avoir contribué à changer la vie de nombreuses personnes. Merci d'avoir soutenu des programmes et projets de coopération au développement et d'action humanitaire, des activités de sensibilisation et d'éducation, ainsi que d'avoir encouragé le commerce équitable dans notre société.



Gouvernements autonomes



Députations

Diputació de Barcelona	Diputació de Lleida	Diputació de Castellón	Diputación de Valencia	Diputación Provincial de Córdoba
Diputació de Girona	Diputació de Tarragona	Diputación de Huelva	Diputación Foral de Bizkaia	Diputación Provincial de Zaragoza

Municipalités

Ajuntament de Barcelona	Ajuntament de Sant Cugat del Vallés	Ayuntamiento de A Coruña	Ayuntamiento de Granada	Ayuntamiento de Pamplona
Ajuntament de Girona	Ajuntament de Tarragona	Ayuntamiento de Barakaldo	Ayuntamiento de Logroño	Ayuntamiento de Sevilla
Ajuntament de Lleida	Ajuntament de Terrassa	Ayuntamiento de Bilbao	Ayuntamiento de Madrid	Ayuntamiento de Vigo
Ajuntament de Mataró	Ajuntament de València	Ajuntament de Castelló	Ayuntamiento de Málaga	Ayuntamiento de Zaragoza
Ajuntament de Sabadell	Ajuntament de Vilanova i la Geltrú	Ayuntamiento de Córdoba	Ayuntamiento de Oviedo	Fons Català de Cooperació al Desenvolupament

Autres organismes



Partout, près de **chez toi**

SIÈGES

BARCELONE (Siège social)

Directeur : Francesc Mateu
Roger de Llúria, 15 - 08010

LA COROGNE

Directeur : José Luis Quintela
Sta. Catalina 16-20, 1º,
locales B-C - 15003

BILBAO

Directrice : Nerea Basterra
Alameda de Urquijo, 11 - 48008

MADRID

Directrice : Gloria Bigné
Alberto Aguilera, 15 - 28015

SARAGOSSE

Directrice : Lorena Fernández
León XIII, 24 - 50008

SÉVILLE

Directeur : Valentín Vilanova
Méndez Núñez, 1 - 41001

VALENCE

Directeur : Fernando Contreras
Marqués de Dos Aguas, 5 - 46002

BOUTIQUES ET COMITÉS

ANDALOUSIE

Cadix Sagasta, 15, bajo izqda.
Cordoue Pasaje José Aumente Baena, Local N°2
Grenade Cruz, 44 (fait presque l'angle avec Solarillo Gracia)
Huelva Béjar, 7
Jerez de la Frontera Francos, 25
Málaga Nosquera, 2
Séville Méndez Núñez, 1

ARAGÓN

Saragosse León XIII, 24

ASTURIES

Gijón San Bernardo, 24
Oviedo Río San Pedro, 11

ILES BALÉARES

Palma de Mallorca Victoria, 4

CANTABRIQUE

Santander Santa Lucía, 33

CASTILLE-LA MANCHE

Guadalajara Plaza Capitán Boixareu Rivera, 68
Tolède Plaza Amador de los Ríos, 4

CASTILLE-ET-LEÓN

Burgos Almirante Antonio Valdés y Bazán, 1
León Cervantes, 12
Salamanque Ancha, 6
Valladolid Colmenares, 1

CATALOGNE

Badalona Sant Miquel, 53
Barcelone Roger de Llúria, 15;
Provença, 247 (au coin du Pg. de Gràcia);
Gran de Gracia, 156
Gérone Plaça del Vi, 4 (au coin de l'Hôtel de ville)
Lleida Roca Labrador, 7 (au coin du Teatro Escorxador)
Reus Vapor Vell, 4 (accès par la Plaza de Dona Treballadora)
Sabadell Sant Pere, 51
Sant Cugat Enric Granados, 10
Terrassa Pg. Comte D'Egara, 2-4
Tarragone Sant Francesc, 6
Vilanova i la Geltrú - Havana, 8

COMMUNAUTÉ VALENCIENNE

Alicante Segura, 13
Castellón Enmedio, 97
Elche Salvador, 22
Gandía Torreta, 10
Valence Marqués de Dos Aguas, 5

GALICE

La Corogne
Estrecha de San Andrés, 12
Saint-Jacques de Compostelle
Rua do Preguntoiro, 28
Vigo Ecuador, 31

LA RIOJA

Logroño Calvo Sotelo, 24

MADRID

Getafe Magdalena, 5
Madrid Alberto Aguilera, 15;
Goya, 68
San Sebastián de los Reyes
C. Comercial Plaza Norte 2, Local 96

MURCIE

Murcie Echegaray, 4 (Pza. Romea)

NAVARRE

Pampelune Paulino Caballero, 25

PAYS BASQUE

Bilbao Alameda de Urquijo, 11
Donostia-Saint-Sébastien
San Francisco, 22 (Gros)
Vitoria-Gasteiz Siervas de Jesús, 14

COMITÉS

ANDORRA Andorre-la-Vieille
Ciutat de Valls, 27 1r 2ª

Cáceres Pizarro, 1 2º
Cuenca Plaza Edificio del Mercado, tercera planta, Despacho 12
Las Palmas de Gran Canarie
Centro Loyola c/ Doctor Chil, 15
Mataró Casal de l'Aliança Mataronina c/ Bonaire, 25

BUREAUX D' INTERMÓN OXFAM À L'ÉTRANGER

BOLIVIE

Directeur : Luis Camacho
Av. Hernando Siles, 2856. Entre calles 12 y 13
OBRAJES. LA PAZ. Casilla postal 23652. Tel.: 591 22113212

BURKINA FASO

Directeur : Omer Kaboré
10 BP 13491. OUAGADOUGOU 10
Téléphone : 226-50-362-023

BURUNDI

Directrice : Diane Mpingazima
Quartier INNS. Av. de la culture, 04 BP 7386. BUJUMBURA
Téléphone : 257 22 25 7230
257 22 50 8112 (Makamba)

COLOMBIE

Directeur : Alejandro Matos
Calle 59 n° 6-31. Edificio La Pradera, Oficina 202. Chapinero Alto. BOGOTÁ
Téléphone : 571-211-0630 / 571-211-0637

ÉQUATEUR

Directeur : Vinicio Villalba
Avda. de los Shyris 2312 y El Universo. QUITO
Téléphone : 593-2-225-62-72

ÉTHIOPIE

Directeur : Daniel Kocha
Bole Sub City - Kebele 02
Bole Road - DH Tower
House Number: 5058
P.O. Box: 933/1110. ADDIS ABEBA
Tel.: 251-11-6628410 / 6638131

HAÏTI

Directeur : Vincent Maurepas Jeudy
4, rue Marcadieu
Bourdon/PORT-AU-PRINCE
Téléphone : 509-2245-81-22

KENYA /SOUDAN

Directrice : Sara Karimbhoy
KENIA: Shelter Afrique House. Mamlaka Road
PO BOX 1350. Code 00606. Sarit Centre. NAIROBI.
Téléphone : 254-20-282-03-38 / 254-20-273-04-28.
SUDÁN: Bakhita House. Hai Kanisa WAU. Western Bahr el Ghazal State Southern Sudan.
Tel.: 246-122-531-504 (portable)

MAROC

Directrice : Pilar Duat
3 Rue Béni Mellal. Apts. 3 et 4. Hassan. 10010 RABAT.
Téléphone : 212-377-69427

MAURITANIE

Directrice : Sokhna Mariem Baro
Ilot C n° 458 ZRC. BP 1301
NOUAKCHOTT.
Téléphone : 222-524-4808

MOZAMBIQUE

Directrice : Eusebia Mata
Av. Tomás Ndunda n° 1038.
Da Polana Cimento. MAPUTO.
Téléphone : 258-21-488-742

PARAGUAY

Directrice : Estela Sosa
Calle Mac Mahon 5391, casi República Argentina. Villa Morra. ASUNCIÓN
Boîte aux lettres :13 197 sucursal Schoping del Sol
Téléphone : 595-21-20-60-11

PÉROU

Directeur : Luis Vargas
Av. Brasil n° 3901
Magdalena del Mar. LIMA.
Téléphone : 00511 7193270

TANZANIE

Directeur : Amin Bakari
PO BOX 748. MOROGORO
Téléphone : 255-23-261-3228

TCHAD

Directeur : Abakar Mahamat-Ahmat
31 Rue 3628 Quartier Deux Châteaux
3 ème Arrondissement.
BP 5166. DJAMENA
Téléphone : 235-25-16-400

BUREAU SOUS-RÉGIONAL D'AMÉRIQUE CENTRALE, MEXIQUE ET CARAÏBES

Directrice : Pilar Orenes
Residencial Bolonia. Optica Nicaraguense, 1 cuadra arriba, 1 cuadra al sur, 10 vrs. arriba. MANAGUA
Téléphone : 505-2-66-40-42 / 505-2-64-34-32



Intermón Oxfam

Collabore. Participe. Donne ton avis.

902 330 331

www.IntermonOxfam.org

info@IntermonOxfam.org

N HUMANITAIRE EAU RÉCOLTE VIE D
OUVERNEMENT EDUCATION CITOYEN
IOUE CITOYENNETÉ MONDIALE RÉCO
EMENT ÉQUITÉ **MERCI** BON GOUVERN
CTION HUMANITAIRE RÉCOLTE DIGN
E EDUCATION **GRACIAS** CITOYENNETÉ
E ECONOMIQUE BON GOUVERNEME
EDUCATION **THANK YOU** DIGNITÉ DR
CTION HUMANITAIRE RECOLTE DIGN
MENT ÉQUITÉ **OBRIGADO** BON GOUVE
ERNEMENT ÉQUITÉ DIGNITÉ CITOYEN
IMATIOUE ACTION HUMANITAIRE CO
RNEMENT JUSTICE DROITS DES FEMM
COMMERCE ÉQUITABLE DIGNITÉ VIE
ENNETÉ MONDIALE EDUCATION RÉCO
OMIQUE BON GOUVERNEMENT EDUC
NNETÉ MONDIALE DIGNITÉ CHANGEM
ANITAIRE EAU JUSTICE ÉCONOMIOU
NETÉ MONDIALE DIGNITÉ CHANGEM
S DES FEMMES VIE EDUCATION BON
E CITOYENNETÉ MONDIALE DIGNITÉ
HUMANITAIRE EAU RECOLTE VIE BON
BON GOUVERNEMENT EDUCATION
UCATION CHANGEMENT CLIMATIOU